

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 31 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°136 ■

PÉTROLE

**L'OPEP
et ses alliés
se réunissent
à Vienne le 4 juin
prochain**

P 3

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS EN ALGÉRIE

Des sociétés italiennes intéressées

L'investissement en Algérie retrouve des couleurs. Des investisseurs étrangers, surtout des Italiens, ont manifesté leur intérêt à venir s'installer dans notre pays.

En marge d'un Forum d'affaires algéro-italien tenu lundi à Turin, sur « les perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie », le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, a tenu des rencontres avec plusieurs groupes industriels italiens.

P 3

TRITURATION DES GRAINES
OLÉAGINEUSES

Entrée en production de l'usine de Cevital

L'usine de trituration des graines oléagineuses du groupe Cevital entre officiellement en production. Le méga complexe a été inauguré ce mardi par le Wali de Béjaïa et en présence des autorités locales et cadres du groupe Cevital.

P 2

POUR UNE PRODUCTION
AUX NORMES

Mieux structurer les organismes de contrôle qualité

À l'heure où l'Algérie s'est fixée comme but de diversifier son économie, elle se trouve confrontée à un problème non-négligeable, qui est celui du contrôle de la qualité. Or, dans un monde en perpétuelle compétition, la qualité est un facteur de production pour exporter. Chez nous, par manque de laboratoires, qu'ils soient indépendants ou d'entreprise, qui garantissent les normes et la qualité, notre production peut en pâtir, ce qui affectera grandement nos exportations.

P 5

DÉVELOPPEMENT
DE L'ASSURANCE AGRICOLE
EN AFRIQUE

La micro-assurance et les Insurtechs recommandées

La micro-assurance et les Insurtechs peuvent constituer des leviers importants pour développer l'assurance agricole en Afrique et des solutions adaptées pour réussir le défi de la sécurité alimentaire, ont souligné mardi à Alger des experts et des professionnels du secteur.

P 5



An advertisement for Géant Electronic. It features a row of various home appliances: a refrigerator, a built-in oven, a front-loading washing machine, a dishwasher, a flat-screen TV, a smart TV, and a small black electronic device. The Géant Electronic logo is prominently displayed in the center. Below the appliances, there are icons representing different product categories. At the bottom, there is contact information in French and Arabic, and social media handles for Facebook and Instagram.

Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، صح جيون

SALON DU RECYCLAGE
ET DE TRAITEMENT DES
DÉCHETS À ORAN

**Participation
de 50 exposants**

Une cinquantaine d'exposants prennent part à la troisième édition du Salon du recyclage, traitement des déchets, énergies renouvelables, développement de l'économie verte, préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement "Recycling Expo" ouverte lundi au centre des conventions d'Oran.

Le salon, qui a lieu du 29 mai au 1er juin 2023, regroupe des représentants d'établissements étatiques impliqués dans le secteur de la gestion des déchets, comme l'EPIC CET (Centre d'enfouissement technique) d'Oran et l'EPIC de gestion du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma, ainsi que des opérateurs économiques publics et privés, a-t-on appris des organisateurs du salon en marge de son ouverture effectuée en présence du Directeur local de l'Industrie Farid Djaballah.

Cette manifestation entend regrouper les professionnels de l'environnement désirant s'investir et investir dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets, ont souligné les organisateurs, ajoutant qu'il s'agit de réunir les opérateurs économiques et les établissements étatiques dans un même espace pour tenter de trouver des partenariats dans le domaine de l'optimisation des déchets ménagers et industriels.

Cette 3e édition du salon prévoit des rencontres et forums visant à sensibiliser et encourager les citoyens et les professionnels sur l'importance de réduire et optimiser la récupération des déchets ménagers et industriels sur l'économie de la matière première et la protection de l'environnement, a-t-on ajouté.

Un riche programme de conférences est prévu en marge de l'exposition sur différentes thématiques, tournant autour du recyclage et la récupération des déchets, comme "les perspectives de l'économie circulaire en Algérie", "les PME algériennes et l'économie circulaire: opportunités et défis", "rôle des PME algériennes dans une transition économique durable", "l'économie circulaire et la valorisation des déchets industriels comme levier de compétitivité pour les PME algériennes", entre autres.

CLIMAT

Des phénomènes extrêmes de plus en plus fréquents prévus à l'avenir

Des périodes de sécheresse prolongées et des pluviométries extrêmes de plus en plus fréquentes sont prévues à l'avenir, a indiqué un expert l'Office nationale de la météorologie (ONM), qui a réitéré la nécessité d'élaborer des stratégies à tous les niveaux, notamment local, pour réduire l'impact négatif des changements climatiques.

Par R.E.

"Nous devons élaborer des stratégies à tous les niveaux, notamment au niveau local, pour réduire l'impact négatif des changements climatiques", a indiqué à l'APS, M. Salah Sahabi-Abed, Directeur de l'Exploitation météorologique et de la climatologie à l'ONM, soulignant qu'"il faut s'attendre à ce genre d'événements et s'y habituer dans la mesure où tous les scénarios futurs pour les années à venir prévoient des sécheresses plus prolongées et des pluviométries extrêmes de plus en plus in-

tenses et fréquentes". Pour cet expert, "l'anticipation et la prévention demeurent la clé de la réussite pour minimiser les dégâts", expliquant que "les pluies qui tombent après une longue période de sécheresse ne s'infiltrent pas facilement dans le sol, mais ruissellent et causent des dégâts du fait qu'elles circulent sous forme de torrents". M. Sahabi a en outre expliqué que "les pluies à caractère orageux qui tombent durant les périodes transition, c'est-à-dire aux mois de mai, septembre et octobre, sont caractérisées par de fortes intensités", relevant qu'il s'agit de "grandes quantités de pluies qui s'abattent en un laps de temps court dans un espace

réduit". "Le climat a commencé à changer, et on évoque d'ores et déjà la tropicalisation du climat en Europe", a-t-il fait observer, précisant que "le climat tropical est connu par ses températures élevées et ses pluies convectives orageuses intenses". En ce sens, M. Sahabi a mis l'accent sur la nécessité d'"investir dans la prévention", rappelant à ce propos que l'Organisation mondiale de la Météorologie (OMM) a relevé qu'"un dollar investi dans la prévention contre les phénomènes météorologiques fait économiser 15 dollars". Pour rappel, ce même expert avait indiqué en décembre 2022, dans une déclaration à l'APS, que l'on s'attend à une saison plus

chaude que la normale climatique habituellement observée, avec un hiver marqué par des épisodes de pluies intenses et de courte durée, invitant à cet effet les populations et les autorités locales à "accorder plus d'attention aux avertissements et bulletins météorologiques émanant de l'ONM". Il avait aussi indiqué que "les phénomènes extrêmes, accentués par le changement climatique marqueront sans doute, à l'avenir, le quotidien des Algériens", ajoutant que "les études menées dans ce sens montrent que les scénarios futurs du climat mettent en évidence tantôt des pluies intenses de courte durée et parfois des périodes de sécheresse prolongée".

TRITURATION DES GRAINES OLÉAGINEUSES

Entrée en production de l'usine de Cevital

L'usine de trituration des graines oléagineuses du groupe Cevital entre officiellement en production. Le méga complexe a été inauguré ce mardi par le Wali de Bejaïa et en présence des autorités locales et cadres du groupe Cevital. Selon un exposé présenté par Abdelkader Guemache, Directeur général de Cevital agro-industrie, l'usine triturera quotidiennement 11 000 tonnes de graines de soja, 6 000 tonnes de tournesol et 5000 tonnes de colza pour pro-

duire de l'huile de table et également du tourteau (aliments de bétail). Cette usine a été également dotée de silos de stockage d'une capacité de 120 000 tonnes. Le même responsable a indiqué que ce complexe contribuera à la création de 250 à 300 emplois directs, sans compter les emplois indirects qui seront créés dans le domaine agricole et du transport. En somme, la réception de ce projet va contribuer à permettre à l'Algérie de stopper l'importation de la matière première oléagineuse, et

au secteur agricole de se prendre en main et se développer dans ces créneaux. Selon l'un des responsables du projet, Ouazene Zahir, l'usine traitera dans cette première phase les 3000 tonnes de colza produites en Algérie. Le complexe est équipé des dernières technologies avec des normes internationales strictes en matière de sécurité alimentaire. Le projet fait également partie des plus grands projets en Afrique, et même au niveau mondial, au vu des technologies utilisées. Le com-

plexe de trituration d'oléagineux du groupe Cevital vise à développer la production d'huiles végétales et l'utilisation de matières premières produites localement dans la production d'huile alimentaire et la production de divers aliments pour animaux et bétail. Il vise également à soutenir l'agriculture locale et à fournir des produits alimentaires aux consommateurs.

Par S.R.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/MONDE ARABE

Les recommandations présentées au Sommet arabe du développement économique et social

Les recommandations et les résultats de la 1ère Conférence scientifique sur la sécurité alimentaire dans le monde arabe, clôturée lundi à Constantine seront présentés au Sommet arabe du développement économique et social prévu novembre prochain à Nouakchott (Mauritanie), a déclaré le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ihsane Naouk. S'exprimant au terme de cet événement scientifique arabe organisé à l'Ecole nationale supérieure de Biotechnologie ENSB de Constantine, M. Naouk a indiqué que la décision de présenter les résultats de cette conférence scientifique au Sommet arabe du développement économique et social s'inscrit dans le cadre de es-

forts déployés pour faire aboutir sur le terrain les résultats de cette Conférence qui s'est soldée par l'adoption de 18 projets de développement à concrétiser à court terme au service de la sécurité alimentaire dans la région arabe. Ces projets devant être présentés, après leur adoption, au prochain Conseil de la Ligue des Etats arabes bénéficieront de l'appui et du soutien nécessaires pour leur concrétisation effective, a souligné le même responsable, faisant état dans ce cadre de l'importance du financement dans l'aboutissement de ces projets de développement. Le même responsable a affirmé que cette Conférence scientifique sera organisée de manière cyclique et permanente.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS EN ALGÉRIE

Des sociétés italiennes intéressées

Le marché de l'investissement en Algérie retrouve des couleurs. Des investisseurs étrangers surtout des Italiens ont manifesté leur intérêt à venir s'installer dans notre pays. En marge d'un Forum d'affaires algéro-italien tenu lundi à Turin, sur « les perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie », le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun a tenu des rencontres avec plusieurs groupes industriels italiens.

Par Zahir R.

Ces derniers ont émis le souhait d'investir en Algérie. Au moins trois groupes non des moindres ont manifesté leur intérêt à mener des projets en Algérie. « Une rencontre a été organisée entre le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun et les représentants de quelques entreprises italiennes souhaitant mener des projets en Algérie », lit-on dans un communiqué posté sur la page Facebook du ministère de l'industrie.

Parmi ces sociétés italiennes figure « Adler », un groupe international, connu pour être un leader dans la conception, le développement et la production de composants et de systèmes pour l'industrie du transport. Fondée en 1956 à Naples, Adler est le premier fabricant en Italie et le deuxième au monde de systèmes de confort acoustique, thermique, d'aménagement intérieur pour véhicules des secteurs automobile, aérospatial et ferroviaire.

La seconde société ayant également émis le souhait d'investir en Algérie est « CNH Industrial », un groupe spécialisé dans la production de machines et de technologies de classe mondiale pour l'agriculture et la construction. Cette entreprise est spécialisée, rappelle-t-on, dans la fabrication d'équipements pour le secteur agricole et des travaux publics, basée aux Pays-Bas possède environ 43 usines et 40 centres de recherche et développement, dont 15 en Amérique du Nord et 5 en Amérique du Sud, avec un chiffre d'affaires estimé à 23,6 milliards de dollars.



Le ministre de l'industrie a souligné à cet égard que l'Algérie est favorable à ce type d'investissement important, et qu'elle apportera tout le soutien, les facilités et l'accompagnement nécessaires pour concrétiser ce type d'investissement.

Une troisième société, à savoir le constructeur naval « Giacalone Shipyard Cantiere Navale », a, elle aussi, manifesté un intérêt particulier à l'investissement en Algérie. A noter que lors du forum de Turin, une autre rencontre, Business to Government (B2G), a été présidée par le wali d'Oran, Saïd Sayoud. Ce dernier a présenté aux adhérents de l'« Anfia », intéressés par le marché algérien, les potentialités de la wilaya d'Oran, tout en fournissant des données techniques sur le site devant abriter les équipementiers de « Fiat » et les mesures de leur accompagnement. Des visites à l'usine « Fiat » et au musée de l'automobile de Turin ont, également, été organisées au profit de la délégation algérienne, ce mardi. A la clôture des travaux, l'ambassadeur Abdelkrim Touah-

ria a invité les équipementiers présents au Forum à effectuer une visite à Oran dans l'optique de s'imprégner davantage des caractéristiques et des besoins du marché local, notamment ceux de l'opérateur « Fiat ». Dans une déclaration à la télévision nationale, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), Omar Rekkache, que « Nous avons constaté un intérêt particulier de la part des investisseurs et entreprises italiennes. Nous attendons à ce que des projets d'investissement soient enregistrés dans le domaine de la sous-traitance automobile ». En effet, l'occasion a été également celle de présenter aux équipementiers italiens du secteur automobile les avantages comparatifs et les opportunités d'investissements que recèle le marché algérien, à la lumière de l'amélioration substantielle du climat des affaires et de l'implantation récente du groupe « Fiat » à Oran, dont la production locale est prévue pour la fin 2023. « Toutes les conditions seront réunies pour faciliter la tâche aux in-

vestisseurs et chefs d'entreprises italiens », affirme le DG de l'AAPI, tout en réitérant la disponibilité de son Agence pour accompagner les entreprises italiennes, en particuliers les sous-traitants dans le domaine de l'industrie automobile pour s'implanter en Algérie et participer à la concrétisation sur le terrain de la nouvelle vision du gouvernement. Le DG de l'AAPI a affirmé que les membres de la délégation algérienne ont souligné l'engagement des hautes autorités du pays en faveur de la transformation structurelle de l'économie nationale, notamment par l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire très attractif aux IDE. Ils ont, également, donné un aperçu général sur le marché de l'automobile en Algérie et ses nombreux atouts, à l'instar des coûts d'énergie compétitifs, des avantages fiscaux et de l'ouverture sur les marchés africains. Les italiens ont salué, dira Omar Rekkache, les nouveautés apportées par le nouveau Code de l'investissement et surtout l'amélioration du climat des affaires en Algérie.

LE MINISTRE DU COMMERCE L'A SOULIGNÉ DEPUIS KENYA
Nécessité d'accélérer
l'activation de la Zlecaf

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zeitouni, a indiqué lors de son intervention durant la réunion ministérielle des membres de la Zlecaf, à Nairobi (Kenya) que la l'approche algérienne passe par l'élaboration d'une véritable stratégie continentale, notamment dans le domaine de l'industrie textile, les matières premières, et la manutention dans le secteur automobile, tout en exploitant toutes les capacités que possède le continent africain.

Le ministre a souligné la nécessité d'accélérer l'activation de la « Zone de libre-échange continentale africaine », dans un premier temps, et de réfléchir au développement de diverses industries selon une stratégie continentale, pour élever le taux d'intégration et réaliser cohésion économique continentale entre les des pays.

Le ministre a ajouté que cette stratégie créera de nouveaux emplois et chaînes de valeur, permettant aux pays africains de créer de la richesse, en assurant la transformation de leurs matières premières en local.

Il est à rappeler que la réunion qui se poursuit dans la capitale Nairobi vise à définir les priorités de mise en œuvre de l'accord sur la Zlecaf, dans le cadre du thème retenu pour cette année par de l'Union africaine (UA) "Accélération du processus d'activation de l'accord sur la Zlecaf", ajoute le communiqué. La réunion sera clôturée aujourd'hui mercredi par la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des ministres de la Zlecaf.

S.R.

PÉTROLE

L'OPEP et ses alliés se réunissent à Vienne le 4 juin prochain

Le groupe, connu sous le nom d'OPEP+, a convenu le 2 avril d'augmenter les réductions de production de pétrole brut à 3,66 millions de barils par jour (bpj), soit 3,7 % de la demande mondiale, après que plusieurs membres se soient engagés à des réductions unilatérales. L'annonce surprise a contribué à faire grimper les prix d'environ 9 dollars le baril à plus de 87 dollars le baril dans les jours qui ont suivi, mais les prix du Brent ont depuis perdu ces gains. Voici les principales raisons pour lesquelles l'OPEP+ a réduit sa production :

Inquiétudes concernant la faiblesse de la demande mondiale

L'Arabie Saoudite a déclaré que les réductions volontaires de la production de 1,66 million de bpj en plus des réductions existantes de 2 millions de bpj étaient une mesure de précaution pour améliorer la stabilité du marché.

Le vice-premier ministre russe, Alexander Novak, a déclaré que la crise bancaire occidentale était l'une des raisons de cette réduction, ainsi que "l'interférence avec la dynamique du marché", une expression russe pour décrire le plafonnement des prix du pétrole russe par les pays occidentaux.

Les craintes d'une nouvelle crise bancaire au cours des derniers mois ont conduit les investisseurs à vendre des actifs plus risqués tels que les matières premières. Les prix du pétrole ont chuté à près de 75 dollars le baril,

après avoir atteint un sommet de 139 dollars en mars 2022.

Une récession mondiale pourrait entraîner une baisse des prix du pétrole.

Les prix du pétrole ont également été mis sous pression par les inquiétudes concernant les négociations sur le plafond de la dette américaine et les craintes d'un défaut de paiement de la part du plus grand consommateur de pétrole au monde.

"Un éventuel défaut de paiement aurait des répercussions économiques catastrophiques tant au niveau national que mondial, ce qui aurait un impact négatif sur la demande de pétrole", a déclaré Tamas Varga, de PVM Oil.

Punir les spéculateurs

La réduction punira également les vendeurs à découvert de pétrole ou ceux qui parient sur la baisse des prix du pétrole.

En 2020, le ministre saoudien de l'énergie, le prince Abdulaziz bin Salman, a mis en garde les traders contre les paris importants sur le marché du pétrole, affirmant qu'il essaierait de rendre le marché nerveux et promettant que ceux qui parient sur le prix du pétrole seraient "punis comme l'enfer".

Il a réitéré son avertissement la semaine dernière, demandant aux spéculateurs de "se méfier", ce que de nombreux observateurs du marché et investisseurs ont interprété comme un signal que l'OPEP+ pourrait envisager de nouvelles réductions de la production.

Les vendeurs à découvert sont ceux qui se positionnent de manière à tirer profit d'une baisse des prix, par exemple en vendant des actifs empruntés dans l'espoir de les racheter à moindre coût. Si une réduction inattendue de la production de l'OPEP+ entraîne une remontée du pétrole, ils s'exposent à une perte. Les analystes de la banque Standard Chartered ont indiqué dans un rapport publié la semaine dernière que les positions spéculatives courtes sur le pétrole brut au début du mois étaient aussi baissières qu'elles l'étaient au début de la pandémie en 2020, lorsque la demande de pétrole et les prix se sont effondrés.

Des données plus récentes ont montré que les gestionnaires de fonds ont augmenté leur position longue nette sur le Brent de plus de 30 000 contrats, la plus forte augmentation en presque deux mois, a déclaré Ole Hansen de Saxo Bank.

Pour le WTI, un mouvement dans la direction opposée s'est traduit par une réduction de 17 000 contrats de la position longue à 143 000, a-t-il ajouté.

Tensions avec Washington
Toute réduction supplémentaire de la part du groupe pourrait provoquer des tensions avec les principaux pays consommateurs qui tentent de lutter contre l'inflation en augmentant les coûts d'emprunt. Washington a qualifié d'inopportune l'action de l'OPEP+ le mois dernier.

L'Occident a critiqué à plusieurs reprises l'OPEP pour avoir manipulé les prix et pris

le parti de la Russie malgré la guerre en Ukraine. Les États-Unis envisagent d'adopter une législation connue sous le nom de NOPEC, qui permettrait de saisir les actifs de l'OPEP sur le territoire américain si la collusion sur le marché était prouvée.

L'OPEP+ a critiqué l'Agence internationale de l'énergie, l'organisme de surveillance de l'énergie de l'Occident dont les États-Unis sont le principal bailleur de fonds, pour avoir libéré des stocks de pétrole l'année dernière, ce qui, selon elle, était nécessaire pour faire baisser les prix, car on craignait que les sanctions ne disruptif l'approvisionnement russe. Les prévisions de l'AIE concernant la hausse des prix ne se sont jamais concrétisées, ce qui a incité les sources de l'OPEP+ à dire qu'elles étaient motivées par des considérations politiques et destinées à améliorer la cote de popularité du président américain Joe Biden.

Les États-Unis, qui ont libéré la plupart des stocks, ont déclaré qu'ils rachèteraient du pétrole en 2023, mais ont ensuite exclu cette possibilité.

Les observateurs de l'OPEP affirment également que le groupe a besoin que les prix nominaux du pétrole soient plus élevés parce que l'impression monétaire par l'Occident au cours des dernières années a réduit la valeur du dollar américain. Cela signifie que l'OPEP doit protéger ses revenus provenant de son principal produit d'exportation, qui se négocie en dollars.

Par Agence

TIPASA

Lancement de l'opération de relogement des victimes des intempéries

Conformément aux instructions du Président de la République, 131 familles victimes des récentes intempéries qui ont frappé la wilaya de Tipasa seront relogées, ce mardi, à Bouharoun, Fouka et Khemisti. L'État algérien a alloué plus de 1000 milliards de centimes pour la prise en charge des personnes touchées, comme l'a confirmé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Ibrahim Merad, lors de sa visite dans les zones sinistrées de la wilaya de Tipasa, en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Khaoula Krikou.

Le ministre a également souligné l'engagement de l'État à indemniser tous les sinistrés des récentes intempéries, y compris en fournissant des équipements et des meubles aux familles ayant subi des pertes dues aux infiltrations d'eau.

Les citoyens dont les logements ont été endommagés ont exprimé leur satisfaction à travers les ondes de la chaîne 1 de Radio Algérienne, saluant les mesures prises lors du dernier Conseil des ministres par le Chef de l'État. Les pêcheurs, qui bénéficieront d'indemnités et d'une allocation de 20 000 à 30 000 DA, ont également salué les décisions du Président de la République.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Distinction des lauréats du concours "Huawei ICT competition"

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, à Alger, la cérémonie de distinction des étudiants algériens ayant décroché les premier et second prix du concours « Huawei ICT compétition » tenue à Shenzhen (Chine). La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid et des représentants de la compagnie "Huawei Algérie". A cette occasion, M. Baddari a mis en avant l'importance des inventions étant "une valeur ajoutée au processus des transitions technologiques que connaît l'Algérie nouvelle", soulignant la nécessité "de transformer les idées innovantes en projets et services contribuant à la relance économique nationale et l'amélioration de la vie des citoyens".

De son côté, M. El-Mehdi Oualid a affirmé que "la distinction des étudiants algériens dans les fora et concours technologiques internationaux témoigne de la qualité de l'enseignement et de la formation dans les universités algériennes". Dans le même contexte, M. Bibi Triki a relevé l'importance "d'encourager les jeunes innovants et créatifs afin de leur permettre de concourir à tous les niveaux et de hisser haut le drapeau algérien". Au terme de cette cérémonie, les lauréats algériens ont rendu hommage au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en lui offrant un pull portant leurs signatures, en reconnaissance de ses efforts en matière de soutien et d'encouragement des créateurs et innovateurs. Le président de la République avait félicité les étudiants des Universités et

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'Algérie demeurera un acteur actif de l'effort africain

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a affirmé avant-hier lundi à Alger que l'Algérie demeurera un acteur actif et une partie intégrante de l'effort collectif africain visant à relever les défis du développement économique et à concrétiser la vision ambitieuse élaborée dans le cadre de l'Agenda de l'Union africaine (UA).

Synthèse Slimane T

«L'Algérie, fière de son appartenance africaine enracinée et fermement attachée au projet de l'unité continentale, joint aujourd'hui sa voix à celles de ses frères africains, pour renouveler son engagement et son adhésion aux principes et objectifs de l'UA, face aux défis multidimensionnels qui continuent de menacer la sécurité et la stabilité de nos pays et peuples et sapent nos efforts destinés à atteindre un développement durable et la prospérité légitime», a souligné M. Attaf dans une allocution prononcée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'Afrique. De la même manière qu'elle a contribué hier à la décolonisation de notre continent, poursuit le ministre, «l'Algérie affirme aujourd'hui, sous la direction avisée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qu'elle demeurera un acteur actif et une partie intégrante de l'effort collectif africain visant à relever les défis du développement économique et à concrétiser la vision ambitieuse que nous avons élaborée ensem-

ble dans le cadre de l'Agenda de l'UA, connu sous le nom de Agenda 2063».

«Cette vision, que l'Algérie a pleinement faite, a été placée au cœur de la nouvelle orientation que le président de la République a conférée à la dimension africaine de la politique étrangère de l'Algérie», a-t-il ajouté. «C'est cette approche que mon pays s'efforce actuellement de concrétiser à travers l'exécution de projets de développement au profit de plusieurs pays africains frères, dont la mise en œuvre est supervisée par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, qui a été renforcée, sur décision du président de la République, par une enveloppe financière d'un milliard de dollars américains», a-t-il fait savoir.

A cet égard, il a fait remarquer que l'Algérie «s'emploie également à concrétiser cette approche en mobilisant les ressources et les énergies pour parachever la réalisation de projets structurants intégrateurs à caractère régional et continental, tels que le projet de la Route transsaharienne, le Gazoduc Lagos-Alger, le projet de la Dorsale transsaharienne à fibre optique, ainsi que le projet routier re-

liant Tindouf et la ville mauritanienne de Zouerate».

Il a affirmé que «l'orientation de l'Algérie en faveur du renforcement de ses contributions dans le domaine du développement économique en vue de parvenir à une prospérité partagée, est complémentaire aux efforts qu'elle consent de longue date pour mettre fin aux conflits armés et préserver la sécurité et la stabilité dans son voisinage immédiat, ainsi que sur l'ensemble du continent africain». «Dans cette optique, et alors qu'elle poursuit ses efforts à la tête de la Médiation internationale pour le suivi du processus de paix et de réconciliation dans la République sœur du Mali, l'Algérie salue l'attachement des parties maliennes à l'Accord d'Alger et leur engagement sincère dans les efforts que l'Algérie a récemment initiés en vue de surmonter les difficultés actuelles et assurer une reprise rapide de la mise en œuvre de l'Accord (...), a signalé le ministre. M. Attaf a, en outre, rappelé l'initiative prise par l'Algérie en vue de réactiver et redynamiser le rôle du Comité d'état-major opérationnel conjoint dans la lutte contre les phénomènes du terrorisme et de la criminalité transnationale.

CNESE

Un rapport national sur le développement humain

Le Président du CNESE (Conseil national économique social et environnemental, Pr Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, a indiqué en marge des travaux d'un atelier consacré au lancement officiel du rapport national sur le développement humain que l'édition actuelle du RNDH, est placée sous le thème «l'éducation, un levier pour un développement plus inclusif et durable».

Il a rappelé que la production d'un tel rapport est essentielle pour plus d'une raison. «La première est que l'élaboration de ce rapport est l'occasion de revisiter dans un cadre concerté, les acquis dans différents domaines du bien-être tels que la promotion de la femme, la lutte contre les inégalités et la pauvreté, la crois-

sance économique durable, les services de santé et d'éducation de qualité, etc. Il s'agit donc d'un document d'analyse et d'orientation qui met en exergue les défis majeurs auxquels notre pays est confronté en matière de développement humain, mais qui souligne également les opportunités de transformation et de résilience qui sont à notre portée», souligne le président du CNESE. Il a ajouté que la seconde raison est que cette édition pose explicitement la question de la contribution de l'éducation à un développement plus durable et inclusif, au moment où l'Algérie affiche plus que jamais sa volonté d'accélérer la mise en œuvre d'un modèle de développement qui est fondé davantage sur le facteur humain. Il convient de souligner que ce

thème s'inscrit en droite ligne dans les objectifs de l'agenda 2030 de développement durable, via en particulier les objectifs 4 et 8 qui portent respectivement sur l'accès de tous à une éducation de qualité et sur la promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable. L'engagement de l'Algérie à renforcer le bien-être de sa population, notamment des enfants et des jeunes, sur les différents aspects du développement humain, n'a cessé de se confirmer au fil des temps. Ces dernières années, de nouveaux programmes et de nouvelles mesures ont été menés, affirme l'intervenant. Ils visent un accès universel de qualité aux services de base, à éliminer la pauvreté en milieu rural et dans les zones désenclavées, à

mettre en place des activités génératrices de revenus et à promouvoir l'emploi des jeunes, à garantir un revenu décent pour tous et à travailler davantage sur le défi de la qualité dans les domaines de l'éducation, la santé et l'habitat. «En effet, notre pays a nettement progressé en matière de développement humain, se plaçant à la 91ème place du classement mondial en 2021 (sur 191 pays), se situant ainsi parmi les pays à développement humain élevé depuis déjà plus d'une décennie. Enfin, le RNDH pourrait être, selon le Pr Khelladi, une opportunité pour améliorer la production de données nationales sur le développement humain, ce qui permet de mieux refléter les réalités nationales.

Synthèse R E.



écoles de Batna, Bejaïa, Alger, Alger1, Blida1, Saïda, Sidi Bel Abbès, Oran et Tlemcen pour les 1ère et 2ème places dé-

crochées au Concours international des technologies organisé à Shenzhen en Chine. R E.

POUR UNE PRODUCTION AUX NORMES

Mieux structurer les organismes de contrôle qualité

À l'heure où l'Algérie, s'est fixée comme but de diversifier son économie, elle se trouve confrontée à un problème non-négligeable, qui est celui du contrôle de la qualité. Or, dans un monde en perpétuelle compétition, la qualité est un facteur de production pour exporter. Chez nous, par manque de laboratoires, qu'ils soient indépendants ou d'entreprise, qui garantissent les normes et la qualité, notre production peut en pâtir, ce qui affectera grandement nos exportations.

Par Réda Hadi

Le manque de laboratoires de qualité, a été le cri d'alerte lancé par le Directeur général de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC), qui a souligné chez nos confrères de la radio nationale qu'il faut renforcer et mieux structurer les organismes de contrôle qualité.

Pour ce responsable pour protéger l'économie nationale et la santé des consommateurs, l'Algérie doit renforcer et mieux structurer les organismes de contrôle qualité », estime, ce mardi, Noureddine Boudissa, Directeur général de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC). Le responsable appelle à augmenter le nombre de laboratoires spécialisés et à mieux les doter en moyens humains et matériels, car « l'Algérie importe une grande partie des produits disponibles sur le marché », souligne Noureddine Boudissa. Le spécialiste alerte : « nous n'avons même pas de règlements techniques qui protègent nos produits, c'est-à-dire que l'Algérie n'a pas fixé ses propres exigences techniques pour tel ou tel produits et machines, et on se contente des caractéristiques inscrites dans les documents émis par le fournisseur sans pouvoir les vérifier. »

Pour avoir une politique de conformité capable de relever le challenge fixé par le président de la République, qui a insisté sur la lutte contre la contrefaçon, il faut

des laboratoires en nombre suffisant, équipés, avec du personnel formé et des normes techniques maîtrisables», recommande le DG d'ALGERAC. Plus que jamais, insiste Boudissa, l'accréditation, la normalisation, la métrologie et les organismes d'évaluation de la conformité doivent se mettre à niveau pour pouvoir jouer leur rôle.

Un sujet important qui a été mis en avant par des économistes qui précisent que pour être compétitifs, il faut savoir produire et en qualité, et c'est là où le bât blesse. Car à certain regard notre production reste assez élémentaire, et ne progresse pas en termes de normes et de qualité.

Le but du contrôle qualité au laboratoire est de s'assurer que les résultats des différents travaux du laboratoire satisfont aux exigences formulées relatives à la qualité des produits ou services. Le pire, soulignent ces spécialistes, c'est que chez nous, aucune entreprise n'investit dans la qualité, et continue de produire d'une manière empirique, avec des normes dépassées, sans mise à jour. Et ce d'autant plus qu'un contrôle est basé sur des méthodes d'analyses et d'essais normalisées, qui font progresser le Produit fini.

Ces mêmes spécialistes considèrent que le rôle d'un contrôle de laboratoire, n'est pas anodin, dans le sens où le contrôle qualité au laboratoire se fait toujours sur la base de procédures devant prendre en compte et identifier : les normes à respecter, qui diffèrent

en fonction, du secteur d'activités, des habilitations du personnel et des équipements et consommables utilisés.

De ce fait, l'aval d'un laboratoire est un gage d'assurance d'un travail exécuté dans les normes, et incitera le client à renouveler sa commande et le fidélisera. La qualité faisant partie d'un processus économique, il est important aussi que la législation soit adaptée. Dans cette optique, le DG d'Algerac a insisté qu'« il faut revoir la réglementation qui régit l'infrastructure qualité ». En plus de moderniser l'outil de contrôle qualité, le responsable appelle également à renforcer les missions légales de ces structures, pour les impliquer davantage dans le développement de l'économie nationale : « Il faut revoir la réglementation qui régit l'infrastructure qualité, en lui donnant plus de prérogatives pour mieux accompagner et protéger, à la fois, les décideurs, l'économie nationale et surtout, aider nos exportateurs. »

Pour ce responsable, il y a nécessité de créer une synergie entre les structures de qualité et les services et départements ministériels concernés. « Il faut une relation d'interconnexion entre la Douane, le Commerce, l'Industrie, la Santé... Car tous ces secteurs agissent autour de la protection des consommateurs et de l'économie nationale. Et d'appeler à définir les acteurs habilités à évaluer cette action.

« Pour protéger l'économie nationale et la santé des consomma-

teurs, l'Algérie doit renforcer et mieux structurer les organismes de contrôle qualité », estime, ce mardi, Noureddine Boudissa, Directeur général de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC). Le responsable appelle à augmenter le nombre de laboratoires spécialisés et à mieux les doter en moyens humains et matériels, car « l'Algérie importe une grande partie des produits disponibles sur le marché ».

Le spécialiste alerte : « Nous n'avons même pas de règlements techniques qui protègent nos produits, c'est-à-dire que l'Algérie n'a pas fixé ses propres exigences techniques pour tel ou tel produits et machines, et on se contente des caractéristiques inscrites dans les documents émis par le fournisseur sans pouvoir les vérifier. »

« Pour avoir une politique de conformité capable de relever le challenge fixé par le président de la République, qui a insisté sur la lutte contre la contrefaçon, il faut des laboratoires en nombre suffisant, équipés, avec du personnel formé et des normes techniques maîtrisables plus que jamais, l'accréditation, la normalisation, la métrologie et les organismes d'évaluation de la conformité doivent se mettre à niveau pour pouvoir jouer leur rôle », insiste-t-il.

DÉVELOPPEMENT DE L'ASSURANCE AGRICOLE EN AFRIQUE

La micro-assurance et les Insurtechs recommandées

La micro-assurance et les Insurtechs peuvent constituer des leviers importants pour développer l'assurance agricole en Afrique et des solutions adaptées pour réussir le défi de la sécurité alimentaire, ont souligné mardi à Alger des experts et des professionnels du secteur.

Intervenant lors de la deuxième journée de la 49^{ème} Conférence et Assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA), les conférenciers ont mis en exergue l'importance de la micro-assurance et des Insurtechs pour cibler les agriculteurs à faible revenu, considérant que ces solutions "couteuses" sont à même de contribuer à une évolution rapide du secteur des assurances en Afrique et peuvent aider à relever le défi de la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, le PDG de la compagnie algérienne des assurances, Nacer Sais, a indiqué que la micro-assurance est un produit adapté aux exploitants africains ayant un faible revenu, expliquant que cette solution offre plus d'opportunités pour les compagnies d'assurances et une marge extraordinaire pour développer l'assurance agricole.

"Le continent africain accuse un énorme retard en matière d'assurance agricole. Le développement de cette activité est un défi, mais aussi une opportunité pour les acteurs du secteur. Nous devrions miser sur les solutions innovantes, notamment la micro assurance qui peut offrir une couverture répondant aux revenus faibles et moyens des exploitants agricoles", a-t-il expliqué.

Dans le même sens, Parsanna Miapuram, cofondateur de "SwiftAnt Fz LLC", spécialiste des solutions numériques, a estimé que le po-

tentiel de l'Afrique en matière d'assurance est important, soutenant que les Insurtech, qui désignent les innovations technologiques mises en œuvre pour améliorer l'efficacité du secteur de l'assurance, peuvent aider à réaliser des progrès de 50%, voire plus.

"La digitalisation peut jouer un rôle déterminant dans la pénétration de l'assurance agricole, sachant que la technologie est devenue accessible avec un coût bas, alors que les compagnies d'assurance africaines continuent à souffrir des politiques de budgétisation et des lourdeurs administratives", a relevé M. Prasanna.

Affichant son optimisme, cet expert a soutenu que le secteur des assurances nécessite des changements notamment dans le domaine de la protection des données et de l'amélioration de la qualité des services offerts aux assurés. Parmi les autres solutions qui ont été également proposées, lors de cette conférence, marquées par des interventions de haut niveau d'experts venant des pays européens, d'Asie et de l'Amérique, la solution d'assurance paramétrique pour améliorer la production agricole en Afrique.

Présentée par Antoine Bavandi, responsable chez le groupe "Gallagher Re", cette solution répond aux attentes des pays africains confrontés aux aléas climatiques. Cette solution est basée, selon lui, sur l'observation des événements climatiques (sécheresses, inondations, précipitations, humidité du sol, indice de végétation, etc.), avec le recours à une politique de polices d'assurance basée sur un risque nommé ou des polices multirisques en fonction des attentes des assurés, a-t-il encore expliqué. Ainsi, la tarification de la vulnérabilité est basée sur la probabilité que l'événement prédé-

fini se produise et elle est détachée de la vulnérabilité des actifs couverts, a-t-il mentionné, estimant le développement de l'assurance agricole dépend du traitement équitable des clients, d'un environnement réglementaire propice ainsi que d'une collaboration étroite entre tous les acteurs de la chaîne de valeur.

"Les programmes d'assurance agricole basés sur des partenariats public-privé offrent de nombreux avantages et sont particulièrement appropriés dans les économies de petits exploitants agricoles. Les gouvernements peuvent aider les assureurs du secteur privé à développer des programmes pour atteindre de manière rentable un très grand nombre de petits agriculteurs", a fait remarquer également M. Bavandi, ajoutant que "la forme la plus courante de soutien gouvernemental prend la forme de subventions aux primes d'assurance".

Les travaux de la 2^{ème} journée de cette conférence ont été, par ailleurs, l'occasion pour certains professionnels de présenter les expériences menées dans certains pays africains notamment ceux de la Corne d'Afrique, où, à travers "Drive Project", des solutions ont été mises en œuvre pour réduire des risques et améliorer la chaîne de valeur pour les économies pastorales.

Dans cette région, la plupart des populations dépendent de la terre et du bétail pour gagner leur vie, a affirmé Sylvia Mwangi, responsable de ce projet lancé en 2022 dans quatre pays de la Corne avec un financement de 360,5 millions de dollars, et qui vise à améliorer l'accès des pasteurs aux services financiers pour l'atténuation des risques de sécheresse et les inclure dans les chaînes de valeur.

R E.

PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES

Consacrer l'assurance "Takaful" et réorganiser l'activité de contrôle et de supervision

Le Directeur des assurances au ministère des Finances, Kamel Marami a affirmé que le projet de loi sur les assurances comprendra plusieurs nouvelles mesures visant la réorganisation du secteur et l'amélioration de ses mécanismes, notamment à travers la consécration de la numérisation, l'inclusion de l'assurance "Takaful" et l'organisation de l'activité de supervision.

Dans une déclaration à l'APS en marge des travaux de la 49^e Conférence et Assemblée générale de l'Organisation des assurances africaines (OAA), M. Marami a indiqué que le cadre juridique en vigueur, dont la dernière modification remonte à l'année 2006, exigeait une mise à jour et une reconsidération de nombreuses dispositions régissant cette activité. Ce projet permettra de réunir tous les textes juridiques relatifs aux assurances dans un seul et même texte, en vue d'en faire une "référence législative unifiée" pour les secteurs des assurances et de réassurance en Algérie.

La loi en vigueur comprend quatre principaux textes, à savoir l'ordonnance de 1995 relative aux assurances (modifiée en 2006), l'ordonnance de 1974 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles, l'ordonnance de 1996 liée aux garanties d'assurance des exportations, en plus de l'ordonnance de 2003 relative à l'obligation d'assurance des catastrophes naturelles.

Les amendements proposés dans le cadre du projet de loi sur les assurances a pour objet notamment la réorganisation du contrôle et de la supervision du secteur d'assurance qui réalise un chiffre d'affaires considérable, en plus de l'augmentation du nombre de sociétés d'assurances qui s'élève actuellement à 25 sociétés, "ce qui nécessite une révision des mécanismes qui régissent l'activité d'assurance dans le pays".

Parmi les mesures et les nouvelles procédures notables que prévoit le projet, la consécration de l'assurance "Takaful" comme nouveau modèle dans l'activité d'assurance nationale.

Il porte, également, sur la mise à jour de quelques dispositions pour suivre le développement économique et technologique que connaît le pays, à l'instar de la numérisation et la vente des produits d'assurance à distance via des plateformes électroniques, selon le directeur.

Ce nouveau texte, actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement, vient pour valoriser la grande expérience acquise par l'Algérie dans le secteur des assurances et de réassurance, ajoute M. Marami, précisant qu'il a été préparé en consultation avec les opérateurs du secteur, notamment à travers l'Union Algérienne des Sociétés d'Assurance et de Réassurance (UASAR), ainsi que le Conseil National des Assurances, dans le cadre d'une commission mise en place en 2022 supervisée par le ministère des Finances.

R E.

SONELGAZ

Large campagne pour le recouvrement des créances à Bouira

La direction de distribution de Bouira, a cumulé pour le premier trimestre de l'année en cours 1825,5 millions de dinars de créances, lit-on dans un communiqué de presse. La facture en question est répartie sur les abonnés résidentiels qui détiennent 1038,2 millions de dinars soit un taux de 60% du montant global, et les administrations qui détiennent 575,6 millions de dinars ce qui représente environ 18%, et enfin les opérateurs économiques tous secteurs confondus qui détiennent quand à eux 211,2 millions de dinars. « Ces créances nous freinent énormément nos projets relatifs au plan de développement, programme propre et programme de l'Etat qui ont pour but essentiel, l'amélioration de la qualité et la continuité de service et par conséquent, l'amélioration des conditions de vie des citoyens » indiquera Mlle Widad Benyoucef, chargée de la communication de la Sonelgaz de Bouira. Toutefois, et afin que les abonnés puissent s'acquitter de leurs redevances les services Sonelgaz distribution de Bouira, ont mis en place des facilitations et une possibilité de bénéficier d'un échéancier flexible. Dans la même optique, un plan spécial de recouvrement de ces créances à travers le lancement de l'opération baptisée « Tahsil » qui est une large et « intensive » campagne de recouvrement des créances, qui consiste au renforcement des agences commerciales par les agents de tous les services techniques électricité et gaz existant sur le territoire de la wilaya, en vue de recouvrer ses créances impayées. Quant aux moyens de paiement, la Direction de distribution de Bouira, offre la possibilité de payer les factures au niveau de toutes les agences commerciales de la société au niveau national qui sont dotées des appareils TPE (Terminal de Paiement Electronique), permettant au client, le paiement par la carte CIB (carte inter bancaire) et la carte Edahabia et dans les bureaux de poste à travers le territoire national.

LE MINISTRE DE LA FORMATION L'A SOULIGNÉ DEPUIS EL OUED

Assurer une formation technique spécialisée pour une activité agricole rentable

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels Yacine Merabi a affirmé lundi à El-Oued que son département s'engageait à assurer une formation technique spécialisée pour une activité agricole rentable.

Le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels s'engage à assurer une formation technique au profit des agriculteurs pour les aider à pratiquer des activités agricoles selon des données et connaissances scientifiques leur permettant d'acquérir un savoir-faire et atteindre un rendement agricole répondant aux normes nationale et internationale garantissant la compétitivité", a indiqué M. Merabi à l'ouverture d'une journée d'étude intitulée "Agriculture saharienne, aspirations et défis". La formation en agriculture, a-t-il dit, vise à garantir l'efficacité de l'investissement agricole, notamment dans le cadre de différents dispositifs d'aide à l'emploi et à l'insertion des jeunes dans le marché du travail. Mettant en avant le rôle des établissements relevant de son secteur en matière de formation de

la main d'œuvre qualifiée, le ministre a affirmé que ces structures pédagogiques sont au service des jeunes désireux accéder à l'une des spécialités offertes dans différents domaines. La stratégie du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a souligné son premier responsable, "s'oriente vers la formation des stagiaires dans divers métiers adaptés aux spécificités de chaque région pour avoir une main-d'œuvre qualifiée qui constitue un véritable appui au développement local, outre l'aide à l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle".

Au cours de son intervention, Yacine Merabi a mis l'accent sur la mission du secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels en termes d'accompagnement des efforts pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, notamment par la diversification des spécialités relatives à l'agriculture, préci-

sant que le secteur s'emploie à relever ce challenge. Animée par des universitaires, en présence des agriculteurs et opérateurs économiques, cette rencontre qu'a abritée l'Institut national spécialisé dans la formation professionnelle (INSFP), dans la commune de Hassani Abdelkrim (10 km au nord d'El-Oued), s'est articulée autour de thèmes ayant trait à la phoeniculture, y compris les maladies du palmier dattier et les moyens de prévention, la création des coopératives agricoles et l'utilisation des pesticides en agriculture. Le ministre a, à cette occasion, présidé une cérémonie de signature des conventions de partenariat entre la Direction locale du secteur, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et l'opérateur public Algérie Télécom (AT), ainsi qu'un accord de jumelage dans le domaine de l'agriculture entre l'INSFP de Hassani Ab-

delkrim et l'INSFP de Lakh-daria (Bouira).

Il a en outre attribué quatre titres de propriété des projets financés par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) au profit des diplômés de la formation professionnelle.

M. Merabi, lors de cette visite de travail, s'est enquis de la cadence des travaux de réalisation d'une annexe de formation professionnelle dans la commune d'El-Magrane (35 nord-est d'El-Oued) et le projet d'extension d'une structure similaire à El-Bayadh, au sud du chef-lieu. Au terme de sa tournée, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a présidé une cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre la Direction locale du secteur et l'Algérienne des eaux (ADE).

CONSTANTINE

L'activité marchande en berne

De toute évidence, l'activité commerciale, au centre de la ville des Ponts, a diminué d'intensité et de nombreuses branches commerciales ont tout simplement disparu de cet espace économique. C'est l'avis de plusieurs commerçants, membres du syndicat local de l'Union Générale des Commerçants et Artisans d'Algérie (UGCAA), croisés dans la rue Larbi Ben M'hidi, l'artère la plus commerçante de la ville.

Selon la presse locale, ces commerçants ont parlé de l'activité commerciale et de l'indolence des élus communaux qui, à leurs yeux, semblent demeurer insensibles aux problèmes économiques de la ville. « Tandis que la ville se vide de ses habitants dispersés aux quatre coins de la wilaya par les programmes de distribution de logements sociaux à Ali Mendjeli, Massinissa, Aïn Nahas dans la commune d'El Khroub, Retba dans la commune de Didouche Mourad et maintenant

Aïn Abid », nous ont confié nos interlocuteurs. Et de poursuivre : « Le centre-ville se vide et toute la municipalité, avec ses grands quartiers, tend à ressembler, le soir venu, à une ville fantôme, vu que les commerçants ferment à partir de 15h30 ». Ils ont également ajouté que les grands centres commerciaux, se trouvent désormais dans la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, vers laquelle converge, par centaines, la population pour faire ses courses et où l'animation est très particulière. Les commerces dans cette nouvelle agglomération restent ouverts jusqu'à une heure avancée de la nuit. Interpellé, le coordinateur du bureau de wilaya de l'UGCAA, Laid Bouhenguel, n'a pas manqué d'abonder dans le même sens. Toutefois, il nous a parlé de mesures prises par son organisation, pour remédier à la situation et nous a révélé qu'il vient d'adresser un écrit au président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) locale. Cette correspondance comporte des proposi-

tions d'animation commerciale, visant à relancer l'activité dans le centre-ville du chef-lieu de wilaya. « Maintenant que le beau temps est revenu, les commerçants qui veulent aider la commune, ont avancé des propositions d'animation du centre-ville de Constantine sur le plan commercial », a déclaré Bouhenguel. « Nous voulons créer des lieux de loisirs, des terrasses... En somme, une activité commerciale animée pour toute la population, notamment juvénile. Cela répondra à de nombreux besoins, d'une part, et pourra créer des sources de revenus dont la commune a besoin, notamment en faisant fonctionner les nombreux locaux du patrimoine communal, qui n'ont pas trouvé preneurs, en raison de la cherté des loyers. Ceci s'explique par le fait que le centre-ville qui, jadis, était l'espace le plus animé et le plus florissant économiquement parlant de la ville, se meurt aujourd'hui, et il faut le réanimer », a conclu le responsable du syndicat.

AQUACULTURE À BOUMERDÈS

Lâcher de plus de 660 000 alevins en cages flottantes

Une opération d'ensemencement de cages flottantes avec plus de 660 000 alevins de daurade a été entamée, à Boumerdès, par la direction de wilaya de la Pêche et des Ressources halieutiques, a-t-on appris auprès de cette institution.

« Le lâcher d'alevins se poursuivra pendant 15 jours au niveau de deux fermes d'élevage aquacole en cages flottantes de la commune de Cap Djinet (Est) », a indiqué le directeur de la pêche, Kadri Cherif, qui a fait part d'une prévision de production de pas moins de 400 tonnes/an de daurade issues de l'aquaculture marine. Selon M. Kadri, cette opération vise la relance et le développement de la filière aquacole, tant en cages flottantes que dans des bassins d'irrigation agricole (aquaculture continentale), parallèlement à la préservation de la biodiversité dans les fermes d'aquaculture marine et la relance de ce métier dans les milieux des jeunes, outre la promotion du volet touristique par la valorisation de ces espaces marins. A cela s'ajoute le relèvement de la production piscicole et la garantie de revenus supplémentaires aux personnes concernées avec, à la clé, la production de poissons à moindre coût, impliquant une baisse de son prix sur le marché, en plus d'autres avantages techniques divers, a souligné M. Kadri. Les opérations d'ensemencement se poursuivront jusqu'en octobre prochain, à travers les cages flottantes installées tout au long du littoral de la wilaya, a-t-il ajouté. Entre 2021 et 2022, Boumerdès a enregistré un lâcher de pas moins de trois millions d'ale-

vins dans des cages flottantes et au niveau des trois barrages de la wilaya ainsi que dans des bassins d'irrigation agricole.

CONSTANTINE

Saisie de près d'un kg de bijoux en or à l'aéroport Mohamed Boudiaf

La brigade de contrôle des voyageurs d'inspection divisionnaires des douanes de la direction régionale de Constantine a saisi près d'un kilogramme de bijoux en or à l'aéroport international Mohamed Boudiaf, apprend-on de ce corps constitué.

273 bijoux en or d'un poids total de 960,29 grammes ont été découverts dissimulés soigneusement à l'intérieur des bagages de deux voyageurs au cours du traitement douanier du vol en provenance d'Istanbul (Turquie), selon la même source.

L'opération s'inscrit dans le cadre de l'exercice des missions des douanes algériennes et l'application ferme des législations relatives au change et au mouvement des capitaux de et vers l'étranger, a encore indiqué la même source.

META

Une sanction pour le bien collectif ?

L'amende de 1,2 milliard d'euros écopée par Meta le 22 mai au titre du RGPD, représente possiblement un tournant dans l'histoire des réseaux sociaux. Les contraintes de la réglementation européenne pourraient pousser Meta à accélérer ses projets de réseaux sociaux décentralisés.

Par Jean Cattan (*)

Le groupe Meta a été condamné cette semaine par la Commission irlandaise de protection des données à payer une amende de 1,2 milliard d'euros pour avoir enfreint les règles européennes sur la protection des données (RGPD). Si la maison mère de Facebook a annoncé en faire appel, cette décision représente possiblement un tournant dans une histoire au très long cours qui dépasse largement le cas de Meta et pourrait nous permettre de reprendre la main sur ces réseaux. La décision de l'autorité irlandaise est historique d'abord parce qu'elle confirme enfin l'inévitable conclusion des révélations d'Edward Snowden en 2013 : les données des Européens ne peuvent pas être exploitées aux Etats-Unis car toutes les garanties pour les protéger de leur exploitation incontrôlée par les services de renseignement américains ne sont pas réunies. Cette condamnation a donc un impact direct en réalité sur toutes les entreprises qui, à l'instar de Meta, auraient continué à opérer de tels transferts de données depuis l'Europe vers les Etats-Unis. Cette décision peut aussi être historique à un autre titre : elle pourrait accélérer une possible transition des réseaux sociaux vers d'autres modèles, avec un impact saisissant pour les entreprises européennes et pour les citoyens du monde entier.

Quels sont les scénarios qui s'ouvrent à Meta, aux Etats-Unis, à l'Europe, aux entreprises et plus généralement à nous ? Au moins quatre scénarios différents peuvent être envisagés.

Un premier scénario serait que les Etats-Unis mettent en place un dispositif de contrôle de leurs services de renseignement qui soit compatible avec nos principes européens. Un nouvel accord sur le transfert des données pourrait alors être conclu sereinement. Ce serait un progrès pour les droits fondamentaux, qu'il faudrait apprécier avec mesure et précaution, mais un progrès tout de même. Malheureusement, cela semble assez peu probable aujourd'hui. Si un nouvel accord transatlantique est bien recherché, il ne semble pas qu'il fasse de l'évolution du contrôle sur les services américains de renseignement un inconditionnel assez fort. C'est la raison de l'opposition des parlementaires européens à ce nouveau projet. Mais ne nous privons pas d'espérer



que les choses évoluent aux Etats-Unis pour le mieux.

Le moins souhaitable : la fragmentation régionale des réseaux sociaux

Un second scénario, plutôt extrême, serait que le groupe Meta développe un nouveau réseau social européen, indépendant d'Instagram et de Facebook et dont les données européennes ne seraient pas traitées aux Etats-Unis. Cette solution est possible, on le vit bien avec TikTok tous les jours : TikTok est la déclinaison mondiale de la plateforme chinoise Douyin, sans que les deux réseaux sociaux ne soient supposés interagir.

Ce scénario de la fragmentation est donc possible mais peu plausible. Si la Grande Muraille de Chine est une réalité historique, les liens transatlantiques en matière de communications le sont tout autant. Cette solution serait un échec pour nous toutes et tous, une ligne de fracture dans un environnement que nous avons construit pour être ouvert.

Le peu envisageable : le rapatriement des données en Europe

Un troisième scénario serait que le groupe Meta exploite les données des Européens en Europe. C'est une option d'ailleurs envisagée par Max Schrems, à qui nous devons cette croisade juridique contre les accords de transfert de données des Européens aux Etats-Unis. Dans son communiqué suite à la décision irlandaise, celui-ci concluait qu'une "option potentielle" serait un réseau social "fédéré", où les données européennes resteraient dans leurs centres de données en Europe, à moins que

les utilisateurs ne discutent avec un ami américain, par exemple." Cela induirait toutefois une importante bascule de l'activité du groupe en Europe et de beaucoup d'autres données que celles des Européens.

Ce qui raviverait les investissements en Europe. On pourrait alors imaginer que le RGPD fasse indirectement de l'Europe l'épicentre mondial du traitement des données en imposant les normes les plus contraignantes, à condition que l'Europe ait les reins suffisamment solides. Pourquoi pas, montrons-nous accueillants !

Le plus attirant : la décentralisation des réseaux sociaux

Enfin, un dernier scénario, le plus souhaitable peut-être, prolonge celui esquissé par Max Schrems et rejoint une autre actualité du groupe Meta cette semaine. Une fuite a ainsi révélé que Meta travaillerait sur un réseau social décentralisé intégrant Instagram et un réseau similaire à Twitter. Une telle évolution serait tout à fait remarquable et se ferait très largement au bénéfice des utilisateurs de réseaux sociaux du monde entier.

En poussant la logique à l'extrême, la décentralisation permettrait de réellement reprendre la main sur nos données. Chaque citoyen pourrait gérer ses données personnelles comme il l'entend. Une telle évolution permettrait à tout un chacun de déployer son propre réseau social et de l'interconnecter aux autres réseaux sociaux existants. Tout cela n'est pas un vœu pieux, c'est ce qui existe déjà grâce au protocole ActivityPub sur lequel est fondé le réseau social Mas-

todon. C'est aussi ce à quoi aspirent de nombreuses personnalités, dont Jack Dorsey, Franck McCourt et bien d'autres.

Ouvrir l'horizon des réseaux sociaux

Si Meta choisissait cette dernière option, à laquelle le groupe semble d'ores et déjà travailler, nous verrions alors une des plus grandes entreprises capitalistiques au monde trouver son salut réglementaire dans un protocole libre, ouvert et supportant une architecture distribuée des réseaux sociaux. A vrai dire, les plus grands réseaux sociaux n'en sortiraient même pas perdants. Penser la décentralisation des réseaux sociaux, c'est penser le renouvellement de modèles économiques aujourd'hui fondés sur la capture de nos attentions, mais qui ne pourront perdurer ainsi bien longtemps. Ouvrir l'horizon des réseaux sociaux par la décentralisation, c'est enfin imaginer le déploiement d'applications tierces nous permettant de naviguer entre plusieurs réseaux et pouvant intégrer tout une somme de fonctionnalités nouvelles ainsi que des prestations payantes pourquoi pas. Ce retournement de l'histoire, dont tout le monde pourrait sortir gagnant, donne envie d'y croire. En lieu et place de réseaux sociaux centralisés et sous surveillance, nous pourrions alors nous prendre à rêver d'ouverture et de liberté.

(*) *secrétaire général du Conseil national du numérique (CNum).*

SOURCE : *la Tribune.fr*

LIBYE

Le gouvernement cible une hausse de 8 % de son plateau de production de brut d'ici la fin de l'année

Depuis quelques mois, l'industrie pétrolière libyenne est moins sujette à des troubles. Les autorités travaillent à stimuler le secteur pour rehausser le plateau de la production de brut, restée constante ces derniers mois.

La production pétrolière libyenne devrait passer à 1,3 million de barils par jour d'ici la fin de 2023, soit un bond de 8 % par rapport à la production actuelle. C'est ce qu'a déclaré Farhat Bengdara, président de la National Oil Company (NOC) lors d'une interview qu'il a accordée vendredi 19 mai. Depuis quelques mois, le pays réussit à maintenir un niveau de production constant en multipliant les mesures permettant de stimuler l'exploitation pétrogazière. Mais la précarité du contexte politique libyen représente toujours une menace pour la mise en œuvre d'un plan d'expansion plus ambitieux à moyen et long terme.

Cependant, conformément à leurs intentions d'atteindre un niveau de production de 2,2 millions b/j dans les cinq prochaines années, le pays compte attribuer, l'année prochaine, des licences pour le développement et l'exploitation de nouveaux gisements

d'hydrocarbures. Ceci, pour un investissement de 17 milliards de dollars dans 45 projets.

Dans une récente analyse qu'elle a faite des progrès de l'industrie pétrolière libyenne ces derniers mois, la Chambre africaine de l'Énergie (AEC) a signalé l'impossibilité de l'atteinte de cette ambition sans un investissement conséquent en matière d'infrastructures pétrolières.

TUNISIE

«La loi sur les chèques sans provisions est à changer»

«Les PME sont les plus touchées par le chapitre n°411 du code de commerce relatif aux chèques, et qui enchaîne l'économie tunisienne et criminalise la vie économique.»

Selon des spécialistes tunisiens, la réforme appelle à changer la loi portant sur les chèques sans provisions et à imposer des poursuites civiles sans criminaliser la vie économique, à l'instar de ce que divers pays européens et africains ont également fait. De nombreux entrepreneurs sont actuellement en prison à cause du non-paiement de leurs dus par l'Etat, et de nombreux jeunes entrepreneurs sont également menacés d'emprisonnement, en raison du même problème. Cette loi est ancienne et a été promulguée depuis 1923, et ne peut pas continuer à être en vigueur car l'Etat est perdant ainsi que les opérateurs économiques soulignant que l'Etat est accablé par les dépenses allouées au fonctionnement des prisons, c'est ce qu'a dévoilé Abderrazek Houass, porte parole de l'Association tunisienne des petites et moyennes entreprises. Dans une intervention radiophonique, il a expliqué que le problème était lié au mode de traitement du chèque. «Ce dernier ne remplit plus sa fonction première et devient plutôt un moyen de garantie, de prêt et de report de paiement». Selon lui, il est nécessaire de redonner au chèque sa fonction d'origine et de lever la

peine de prison tout en maintenant les poursuites civiles afin que le marché parallèle et tous ceux qui manipulent et éludent l'impôt y soient passibles.

«Il est possible de recourir à l'exécution civile immédiate afin de donner une plus grande confiance dans le traitement des chèques, cela est suffisant pour préserver la dynamique économique et éviter toute perturbation», a fait savoir Houass. Il a aussi appelé à activer les cartes bancaires et à adopter également un chèque électronique.

«Assurances Maghreb» : Une troisième année de croissance à deux chiffres

Avec une part de marché de 10,5% à fin 2022, le groupe «Assurances Maghreb» préserve sa troisième position sur le secteur des assurances, tout en étant leader en assurances hors automobile (PDM de 13,6%) et premier en assurances de personnes (PDM de 14,4%), c'est ce qu'a indiqué «Tunisie Valeurs» qui vient de publier une note d'analyse sur le groupe suite à la communication financière organisée au siège de la Bourse de Tunis.

Selon ce rapport, l'«Assurances Maghreb» enchaîne une troisième année de croissance à deux chiffres au niveau de son top line, avec des primes émises brutes en

hausse de +12% à 328,6MD. Dépassant les objectifs du business plan lors de l'introduction en bourse, le Groupe a, ainsi, réalisé 103,2% du chiffre d'affaires attendu en 2022. Le résultat net du groupe en 2022 a progressé de 12,7% à 37,3 MD, soit 107,3% du budget, et ce, grâce à une contribution des filiales ayant quasiment doublé à 7,7 MD. Le résultat net part du groupe s'est maintenu quasi-stable à 29,6 MD. Au titre de 2022, le conseil d'administration d'«Assurances Maghreb» a proposé un dividende de 2,340 dinars par action, soit un rendement en dividendes de 4,2%, contre un dividende de 2,210 dinars au titre de l'exercice 2021.

Le chiffre d'affaires du Groupe devrait évoluer à un Tcam de 10,6% sur la période de 2023-2027 pour passer de 350,4 MD en 2023 à 523,5 MD en 2027. Le résultat net devrait croître à un Tcam de 11% pour passer de 38,4 MD en 2023 à 56,6 MD en 2027. Les prévisions de rentabilité pour 2023, maintiennent «Assurances Maghreb» à des niveaux de valorisation attractifs (un PE 2023e de 8,3x). En revanche, le titre demeure un peu plus cher en termes de P/B (1,5x P/B 2022, contre une moyenne de 1,2x pour ses pairs cotés). Chambre de commerce et d'in-

dustrie tuniso-suisse : Un nouveau président
La Chambre de commerce et d'industrie tuniso-suisse (Ccitnch) a élu son nouveau comité directeur, lors de l'assemblée générale ordinaire qui a eu lieu le 24 mai dans les locaux de l'ambassade de Suisse en Tunisie. Ainsi, Madame Zina Ben Yadder, directrice du développement et des finances de Roche Tunisie, a été élue nouvelle présidente succédant à Samir Khoudja. En outre, Hichem Aounallah, directeur général de Bio-protection, a été élu au poste de vice-président et trésorier. Ahlem Bha Belkhiria, co-fondatrice de «Salammbô Shop», a, quant à elle, été élue secrétaire générale. Par ailleurs, ont été élus comme membres du comité directeur : Axel D'Hautuille, Business area head Maghreb de «Syngenta», Chokri Fitouri, Pdg de «Phoenix Mecano Company», Mohamed Hachicha, expert-comptable, Rached Hachouche, consultant PMP, Samir Khoudja, P.-d.g. d'«ITC» et Sehl Zargouni, fondateur & P.-d.g. d'«Axio». Lors de son mandat qui durera deux ans, le nouveau conseil aura pour mission de dynamiser le partenariat économique entre la Tunisie et la Suisse, un partenariat connu pour être solide et fructueux.

MAROC

L'anglophonisation de l'éducation se précise

Il y a 24 ans que le débat sur l'enseignement dans l'anglais dans les écoles au Maroc est lancé. Si depuis, il a connu plusieurs réticences, le gouvernement marocain vient de prendre une décision qui devrait booster l'anglais dans le royaume.

Le Maroc se dirige vers la généralisation de l'enseignement de la langue anglaise. Vendredi 26 mai, le ministère marocain de l'Éducation nationale a publié une circulaire adressée aux directeurs des établissements de l'enseignement collégial. Le chef du département ministériel, Chakib Benmoussa, demande à ces derniers d'inscrire l'enseignement de l'anglais dès la première année du collège à partir de la prochaine rentrée, à

raison de deux heures par semaine par classe.

Ce projet vise à établir « le pluralisme linguistique de manière progressive et équilibrée », selon la circulaire. Ainsi, le processus de généralisation de l'anglais a été détaillé en trois étapes, à savoir une couverture initiale de 10% à la première année du collège et 50% à la seconde, puis il deviendrait respectivement de 50 et 100% en 2024-2025, avant de passer à 100% partout en 2025-2026. Cette décision est perçue comme une victoire des groupes de pression. En septembre 2021, des internautes avaient lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour attirer l'attention du gouvernement sur la question.

Mais au Maroc, le débat sur l'instauration de l'anglais dans le système éducatif a été entamé en 1999 et a connu des réticences, notamment au Parlement.

Notons que l'anglais est enseigné à partir de la troisième année du collège public. Il est la deuxième langue étrangère dans le pays après le français. Mais dans le royaume, si l'instauration de l'anglais dans la communication ne pose plus de débat, des inquiétudes sur l'enseignement des disciplines en anglais demeurent. Cela en raison de plusieurs défis dont le déficit d'enseignants est le principal.

MAURITANIE

Maaden-Mauritanie ouvre une nouvelle représentation dans la zone de Tamaya en Inchiri

Maaden-Mauritanie a inauguré, un une représentation dans la zone d'orpaillage de Tamaya (moughataa de Bennischab), en présence du wali de l'Inchiri, M. Idriss Demba Korera.

Dans une allocution qu'il a faite à cette occasion, le directeur général de Maaden, M. Hammoud Ould M'hamed, a indiqué que l'ouverture de cette antenne est une réalisation importante qui répond aux sollicitations en vue d'une meilleure proximité des services et prestations, précisant que c'est dans cette

zone qu'ont débuté en 2016 les toutes premières activités d'orpaillage.

Il a ajouté qu'en dépit des nombreuses requêtes formulées par les investisseurs étrangers et les sociétés minières pour l'exploitation industrielle de la zone, Son Excellence le Président de la République a tenu à ce que l'exploitation artisanale soit privilégiée pour que le plus grand nombre de citoyens en tirent profit, ce qui constitue l'accomplissement de notre devise. Ce choix constitue aujourd'hui le leitmotiv de la Société Maaden-Mauritanie dont la devise est « nous extrairons

nos mines à la force de nos bras pour servir notre pays ».

La zone a été viabilisée par la Maaden grâce à l'installation d'infrastructures de base, notamment un point de santé équipé, une antenne pour fournir un service de téléphonie cellulaire et Internet, deux ambulances, trois réservoirs d'eau, un camion à benne basculante, deux bulldozers, deux remorques et deux excavatrices. Une unité de dessalement et un réservoir d'eau d'une capacité de 100 mètres cubes ont également été acquis.

RD CONGO-CHINE

Les deux pays conviennent d'évaluer régulièrement leurs contrats miniers

La renégociation du méga-contrat « ressources naturelles contre infrastructures » signé entre la RD Congo et la Chine en 2008 est au centre d'une visite de six jours du président congolais à Pékin. Kinshasa souhaite corriger les déséquilibres de ce deal baptisé « le contrat du siècle ».

La RD Congo et la Chine ont annoncé, dans un communiqué conjoint publié vendredi 26 mai, avoir « convenu d'évaluer régulièrement leur coopération minière dans l'intérêt à long terme des deux pays ». Selon ce communiqué relayé par les médias d'Etat chinois, Kinshasa et Pékin se sont également accordés sur le « renforcement de leurs relations bilatérales » et « l'élargissement de leur coopération dans les domaines de l'éducation, de la recherche scientifique, de la santé, de la construction d'infrastructures, de l'exploitation minière et de l'agriculture ». La Chine s'est d'autre part engagée à « encourager ses entreprises à investir dans les projets de développement de la chaîne de valeur des batteries électriques de la RD Congo et à soutenir la modernisation de son secteur industriel ».

Le communiqué conjoint a été publié à l'occasion d'une visite de six jours du président

congolais, Felix Tshisekedi (photo, à gauche), en Chine.

Le dirigeant congolais a été accueilli par son homologue chinois avec une garde d'honneur et une salve de 21 coups de canon sur la place Tiananmen, avant de s'entretenir avec lui dans le palais présidentiel. A l'issue de leurs entretiens, les deux présidents ont annoncé avoir convenu de faire évoluer les relations bilatérales vers un « partenariat de coopération stratégique globale », le niveau le plus élevé des relations bilatérales pour la Chine.

La renégociation du méga-contrat « ressources naturelles contre infrastructures » signé entre la RD Congo et la Chine en 2008, sous le règne de l'ancien président Joseph Kabila, a été au centre des entretiens entre les deux dirigeants.

L'Inspection générale congolaise des finances (IGF) avait dénoncé, dans un rapport publié en février dernier, les « déséquilibres » de ce

contrat minier de 6,2 milliards de dollars, tout en exigeant 17 milliards de dollars d'investissements supplémentaires dans les infrastructures.

En vertu de ce deal baptisé « le contrat du siècle », les groupes chinois Sinohydro Corporation et China Railway Engineering Corporation ont accepté de construire des infrastructures (routes, ponts, hôpitaux, fourniture de l'eau potable, etc.) en échange d'une participation de 68 % dans la Société sino-congolaise des mines (Sicomines), une entreprise spécialisée dans l'exploitation du cuivre et du cobalt avec la société minière publique congolaise Gécamines. Les investisseurs chinois se sont engagés à consacrer 3 milliards de dollars à des projets d'infrastructure, mais l'IGF a demandé que cet engagement soit porté à 20 milliards de dollars, afin de « refléter la valeur réelle des concessions minières que la Gécamines a apportées à l'accord ».

AUTOROUTE KRIBI-LOLABÉ

Les tarifs élevés du péage sont un obstacle à l'attractivité du port, selon les entreprises

A en croire les entreprises en activité dans la zone portuaire de Kribi, dans la région du Sud du Cameroun, les tarifs du péage sur l'autoroute de 38 Km qui dessert le port en eau profonde de la ville sont élevés. Cet avis a été donné le 29 mai 2023 à la délégation d'une trentaine d'experts de l'administration publique, qui effectue jusqu'à ce 30 mai 2023 une mission interministérielle au Port autonome de Kribi (PAK), à l'effet de rechercher les solutions pour l'amélioration de la compétitivité de la plateforme portuaire gérée par cette société d'Etat.

« Le coût important du passage par le péage de l'autoroute de contournement de Kribi constitue un frein pour l'attractivité du port de Kribi », peut-on lire dans le résumé de la visite guidée du port, au cours de laquelle la mission gouvernementale a pu recueillir les performances des entreprises installées dans la zone portuaire, ainsi que les difficultés rencontrées dans le cadre de leurs activités.

Pour rappel, les tarifs du péage de cette autoroute construite par China Harbour Engineering Company (CHEC) ont été fixés par correspondance du ministre des Finances, Louis Paul Motazé, adressée le 20 juillet 2022 au directeur général de Kribi Highway Management. Il s'agit de la filiale de CHEC chargée de l'exploitation de l'autoroute, dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé de 30 ans avec l'Etat du Cameroun.

Dans le détail, pour circuler sur cette autoroute, les conducteurs de motocyclettes à trois roues déboursent 600 FCFA, contre 1 200 FCFA pour les conducteurs de pick-up et des véhicules de tourisme de moins de 9 places. Les chauffeurs de camionnettes et bus de transport de moins de 20 places payent 2 200 FCFA, contre 2 800 FCFA pour les conducteurs de camions moyens et bus de transport de plus de 20 places. Les chauffeurs des grands camions à quatre essieux ou plus, eux, déboursent jusqu'à 5 600 FCFA. En guise de comparaison, sur les axes routiers du pays, le prix du péage est fixé à 500 FCFA.

En plus de la cherté du péage sur l'autoroute Kribi-Lolabé, que les automobilistes préfèrent souvent éviter pour emprunter la route ordinaire également construite entre le port et la ville de Kribi, les entreprises de la zone portuaire ont évoqué comme autre difficulté majeure à la conduite de leurs activités, la dégradation de la route Kribi-Edéa. « L'état de cette route contribue au manque de fluidité du transport des conteneurs », apprend-on du compte rendu de la visite guidée du port par la mission interministérielle.

Cette mission s'est également laissée dire, apprend-on, que le retard accusé dans la réalisation des projets tels que la construction de la route Ebolowa-Kribi, du chemin de fer Mbalam-Kribi, ou encore de l'autoroute Kribi-Edéa, « joue un rôle négatif sur l'attractivité du port de Kribi, pour sa clientèle export camerounaise, mais aussi celle de l'hinterland (Tchad, RCA et Nord du Congo) ».

EGYPTE

Les chinois Cheng Feng Iron et Sinoma CDI envisagent d'investir 300 millions \$ dans un complexe sidérurgique

La production du complexe, qui devrait être installé sur une superficie de 750 000 m² dans la zone économique du canal de Suez, est destinée à la satisfaction des besoins du marché local et à l'export.

Les groupes chinois Cheng Feng Iron Production et Sinoma CDI envisagent d'investir 300 millions de dollars dans la construction d'un complexe sidérurgique en Egypte, a annoncé l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) dans un communiqué publié mercredi 24 mai.

L'intérêt pour l'implantation de ce complexe en Egypte a été exprimé par les dirigeants des deux groupes chinois lors d'un

roadshow mené par une délégation de responsables de l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez en Chine, a-t-on précisé de même source.

Le projet devrait être installé sur une superficie de 750 000 m² à SCZone, une zone économique spéciale située sur un axe maritime stratégique qui joint trois continents et voit passer chaque année près de 10% du commerce mondial de marchandises.

La production du complexe sidérurgique, qui devrait générer à terme 1 200 emplois, est destinée à l'export et à la satisfaction des besoins du marché égyptien.

AFRIQUE

Plus de 80% des investissements climatiques en private equity portent sur les énergies renouvelables

De 2012 à 2022, 17,4 milliards de dollars ont été investis par le capital-investissement dans des entreprises africaines axées sur le climat, principalement dans les énergies renouvelables. Les principaux défis sont le manque de projets rentables et la perception du risque.

Les acteurs de l'industrie du capital-investissement ont injecté 17,4 milliards de dollars dans des entreprises qui opèrent dans les domaines de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets en Afrique entre 2012 et 2022, selon un rapport publié le 23 mai par l'Association africaine de capital-investissement et du capital-risque (AVCA) et le Tony Blair Institute for Global Change (TBI). Ce rapport précise que le montant des investissements réalisés dans le domaine du climat par les firmes de capital-investissement actives sur le continent a enregistré une croissance annuelle moyenne de 14% durant la période sous revue.

Les investissements les plus importants ont été enregistrés en 2017 (3,3 milliards de dollars) et en 2013 (2,6 milliards de dollars). Alors que l'industrie du capital-investissement se concentre historiquement sur les petites et moyennes entreprises africaines, 65% des transactions impliquant des entreprises actives dans le domaine de l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets sur le continent sont d'un montant inférieur à 10 millions de dollars. 6% des transactions seulement ont porté sur des montants supérieurs à 100 millions de dollars. Ces transactions sont essentiellement concentrées dans des grands projets d'énergies renouvelables comme les parcs éoliens et les centrales solaires.

Le rapport révèle d'autre part que les entreprises opérant dans le domaine de la production des énergies renouvelables ont accaparé 41% du volume des transactions et 81% de la valeur totale des investissements recensés entre 2012 et 2022. Viennent ensuite les entreprises spécialisées dans le déve-

loppement des solutions climatiques comme les batteries électriques au lithium réutilisables, les systèmes solaires hors réseaux et les biodigesteurs permettant aux agriculteurs de convertir les déchets en énergie renouvelable et en engrais organiques. Cette catégorie d'entreprises a concentré 31% du total des transactions et 13% de la valeur globale des investissements.

Les énergies renouvelables et l'agriculture recèlent d'énormes opportunités

La ventilation des investissements par secteur d'activité des sociétés ciblées montre que les entreprises de services publics comme l'électricité, l'eau et le traitement des déchets se sont taillé la part du lion avec 84% du total des investissements (14,6 milliards de dollars entre 2012 et 2022), devant celles opérant dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (1,3 milliard de dollars) et des biens de consommation discrétionnaire (0,3 milliard de dollars).

DETTE AMÉRICAINE

Semaine décisive au Congrès pour voter l'accord trouvé entre Biden et McCarthy

L'accord trouvé entre Joe Biden et le chef des républicains à la Chambre des représentants n'a pas encore écarté totalement le risque d'un défaut à Washington. Le Congrès doit désormais le voter dans une loi de finance avant le 5 juin, date annoncée du défaut selon le Trésor.

La balle est désormais dans le camp des parlementaires américains. Le Congrès américain doit commencer à valider ce mardi l'accord conclu entre le président Joe Biden et le dirigeant républicain Kevin McCarthy, alors qu'il reste moins d'une semaine pour éviter un défaut de paiement des États-Unis. Les élus de la Chambre des représentants, contrôlée par les républicains qui bloquaient jusqu'ici le relèvement du plafond de la dette, s'apprentent à se pencher cet après-midi sur une proposition de loi de finances qui reprend l'accord conclu samedi pour relever le plafond de la dette américaine en échange de coupes budgétaires. L'accord en question relève jusqu'après l'élection présidentielle de 2024 le plafond d'endettement public des États-Unis. Les dépenses

non liées à la défense resteront identiques l'année prochaine et n'augmenteront que nominalement en 2025. En contrepartie, les républicains ont obtenu une baisse de 10 milliards de dollars des fonds alloués aux services fiscaux pour se moderniser et renforcer les contrôles et le recouvrement de fonds alloués à la lutte contre le Covid-19 et n'ayant pas encore été dépensés. De nouvelles conditions vont également être imposées pour bénéficier de certaines aides sociales dont les coupons alimentaires. En théorie, Kevin McCarthy prévoit un vote favorable à la Chambre mercredi. Puis viendra le tour du Sénat, à majorité démocrate, d'acter le relèvement du plafond de la dette. Cet après-midi, une première réunion cruciale en commission à la Chambre des représentants devrait donner le ton de la semaine. Une frange

d'élus conservateurs et progressistes rejettent encore le compromis arraché au cours du week-end après des négociations marathon. Des républicains conservateurs ont déjà affiché leur opposition au texte. L'élus Dan Bishop a vitupéré contre Kevin McCarthy pour n'avoir selon lui « presque rien obtenu ». Matt Rosendale, autre élu républicain, a évoqué « une insulte faite au peuple américain ». Côté démocrate, l'élus progressiste Ro Khanna annonce que de nombreux démocrates, hostiles aux coupes budgétaires, « ne savent pas encore » quel sera leur vote. Pourtant, il n'y a pas une journée à perdre à Washington. Le Trésor américain estime qu'à partir du lundi 5 juin, le gouvernement fédéral se retrouvera à court d'argent frais pour payer certains fonctionnaires ou encore les pensions de ses vétérans.

ESPAGNE

L'inflation a nettement ralenti en mai, à 3,2% sur un an

L'inflation a baissé de près d'un point en mai en Espagne, pour revenir à 3,2% sur un an. Cette inversion de la tendance est en partie liée à la baisse des prix des carburants. Si le pays est dans une situation plus confortable que la plupart de ses voisins européens, la baisse du pouvoir d'achat des Espagnols a toutefois eu des répercussions sur la vie politique. Elle expliquerait en effet en partie la défaite de la gauche aux élections locales espagnoles dimanche dernier. La hausse générale des prix à la consommation se calme en Espagne. L'inflation s'est affichée à +3,2% sur un an en mai, selon une estimation provisoire publiée ce mardi 30 mai par l'Institut national des statistiques (INE). C'est moins qu'en mars (+3,3%) et en avril (+4,1%), qui avait été marqué par un rebond. Ce taux, qui doit encore être confirmé, permet à l'Espagne de s'éloigner un peu plus du pic de 10,8% atteint en juillet, un record depuis le début des séries statistiques voilà 38 ans. Et surtout de se rapprocher de la cible de 2% fixée par la

Banque centrale européenne.

Mieux que le reste de l'Europe L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCA), qui permet les comparaisons avec les autres pays de la zone euro, a lui progressé de 2,9%, soit 0,2 point de moins qu'en avril (3,1%). L'inflation sous-jacente, qui ne tient pas compte des prix de l'énergie et qui est corrigée des variations saisonnières, a quant à elle reculé de 0,5 point, pour atteindre 6,1% sur un an. Avec ce chiffre de 3,2%, l'Espagne se situe dans une situation plus confortable que la plupart de ses voisins. Si leurs chiffres de mai n'ont pas encore été publiés, leur niveau d'inflation s'affichait très au-dessus de celui de la péninsule ibérique en avril, à +8,2% sur un an en Italie, +7,2% en Allemagne ou encore +5,9% en France. Et à +7% dans la zone euro. Elle ne devrait d'ailleurs pas se calmer. La Commission européenne a récemment revu à la hausse sa prévision d'inflation pour 2023 à 5,8% (+0,2 point) en zone euro et 6,7% dans l'UE (+0,3 point).

Baisse des prix à la pompe et en rayon

Selon l'INE, le ralentissement du mois de mai s'explique par la baisse des prix des carburants et, dans une moindre mesure, par une hausse moins forte que l'an dernier des prix alimentaires. Le gouvernement de gauche espagnol a multiplié depuis 18 mois les mesures budgétaires pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, fortement affecté par une inflation qui s'est élevée à 8,4% en moyenne l'an dernier. Il a ainsi annoncé fin décembre la suppression de la TVA sur les denrées de première nécessité, dans le cadre d'un paquet d'aide de 10 milliards d'euros destiné à enrayer la flambée des prix alimentaires. Cette mesure a porté à près de 50 milliards d'euros le montant total des dispositions prises par le gouvernement Sanchez depuis plus d'un an pour aider les Espagnols.

La crise s'invite dans les élections

Malgré ces nombreuses mesures, les Espagnols ont manifesté dans les urnes leur grogne face à la baisse de leur

pouvoir d'achat. Selon les analystes, le contexte actuel explique en partie la défaite de la gauche aux élections locales espagnoles de ce dimanche. Les sondages annonçaient tous une victoire du Parti populaire (PP) de droite à ce double scrutin municipal et régional. En revanche, aucun ne s'attendait à ce que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de Sánchez subisse de telles pertes. Le PP a recueilli le plus grand nombre de voix aux municipales, plus de 7 millions (31,5%), soit quelque deux millions de plus qu'il y a quatre ans, contre moins de 6,3 millions (28,1%) pour le PSOE. Surtout il a conquis au moins six des dix régions jusqu'alors dirigées (directement ou au sein d'une coalition) par le PSOE. Cette défaite a poussé le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez à convoquer des élections législatives anticipées le 23 juillet, jugées mal engagées pour la gauche.

SUÈDE

La croissance fait mieux qu'attendu au 1^{er} trimestre (+0,6%)

L'activité économique suédoise a affiché une croissance nettement meilleure qu'attendu au premier trimestre, avec une progression de 0,6% par rapport au trimestre précédent, selon des statistiques révisées publiées mardi. Malgré une forte inflation et des taux d'intérêt qui sont remontés très vite, la première économie des pays nordiques évite donc largement la récession, après un recul de 0,2% du PIB lors du quatrième trimestre précédent. « La hausse s'explique principalement par une hausse des stocks et par une forte croissance des exportations » tandis que la consommation des ménages recule elle pour le troisième trimestre consécutif, a indiqué l'office statistique national, SCB, dans un communiqué.

Les économistes tablaient en moyenne sur une hausse de 0,1% du PIB, selon Bloomberg. Une estimation préliminaire publiée fin avril avait affiché une croissance de 0,2%. En glissement annuel, le PIB affiche une progression de 0,8% par rapport au premier trimestre 2022, contre 0,3% initialement annoncé, selon les chiffres révisés du SCB. Ces chiffres de la croissance sont une bonne nouvelle pour l'économie suédoise: malgré des hausses de son taux directeur, porté à 3,5%, la banque centrale a peiné ces derniers mois à faire ralentir l'inflation qui flirte toujours avec les 10%. La bonne résistance de l'activité économique malgré la forte progression des taux d'intérêt et la flambée des prix laisse donc plus d'espace pour d'autres relèvements de taux si nécessaire dans les mois à venir, soulignent les économistes. Dans ses dernières prévisions publiées fin avril, la banque centrale suédoise tablaient sur un recul de 0,7% du PIB cette année, contre une baisse de 1,1% prévue jusque là.

HAUSSE DES TAUX

Les crédits au secteur privé poursuivent leur repli en zone euro

Ce ralentissement fait suite aux hausses successives des taux par la BCE pour faire reculer l'inflation. La croissance des crédits accordés au secteur privé en zone euro a poursuivi son repli en avril, sous l'effet des hausses successives de taux d'intérêt pour combattre l'inflation élevée, a indiqué mardi la Banque centrale européenne. Les prêts au secteur privé, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 3,8% sur un an, soit un ralentissement pour le sixième mois d'affilée, sur fond de relèvement des taux qui conduit à tarir les flux de crédit et transférer les dépôts bancaires sur des comptes rémunérés. Ce tassement du crédit devrait se poursuivre car la BCE a continué de relever ses taux en

juin, de 0,25 point de pourcentage, portant à 3,75 points la hausse cumulée depuis juillet de l'année dernière. Cette campagne sans précédent de resserrement monétaire vise à maîtriser la flambée des prix à la consommation. « Notre priorité immédiate et absolue est d'assurer un retour au plus tôt de l'inflation vers notre objectif », et « nous y parviendrons », a assuré la présidente de l'institution Christine Lagarde mercredi dernier lors des célébrations de l'anniversaire des 25 ans de la BCE. Le resserrement monétaire agit nettement sur le crédit bancaire : les prêts accordés aux entreprises ont ralenti leur progression en mai à 4,6% sur un an, contre une progression de près

de 9% observée six mois plus tôt. La croissance des crédits accordés aux ménages a également ralenti, à 2,5%, soit le score le plus bas depuis avril 2017. Autre phénomène marquant, la masse monétaire au sens étroit (M1), un indicateur avancé de la croissance qui inclut les dépôts à vue, recule pour le quatrième mois de suite et à un rythme accéléré de -5,2% sur un an, selon la BCE. Les acteurs privés continuent de transférer leurs dépôts à vue vers une épargne moins liquide et portant intérêt, comme en France le Livret A. Ces sommes ne sont généralement pas dirigées vers la consommation, ce qui devrait peser sur la croissance.

BOURSE DE TOKYO

Le Nikkei finit en petite hausse

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé mardi en légère progression au terme d'une séance longtemps incertaine, alors que l'accord de principe trouvé ce week-end sur la dette américaine va commencer à être discuté au Congrès. Lesté par des prises de bénéfices en matinée, le Nikkei a finalement gagné 0,3% à 31.328,16 points, mais l'indice élargi Topix a stagné (-0,07% à 2.159,22 points). La Bourse de Hong Kong gravitait elle aussi autour de l'équilibre (+0,01% vers 07H10 GMT).

Toyota (+0,59% à 1.940 yens) a annoncé mardi une hausse de 4,8% sur un an des ventes mondiales en volume de son groupe (marques Toyota, Lexus, Daihatsu et Hino) en avril. La production à l'échelle du groupe a aussi carburé le mois dernier (+8,3% sur un an à quelque 895.000 unités), un chiffre confirmant la fin progressive des difficultés liées aux pénuries et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Le dollar refluit par rapport au yen, s'échangeant pour 140,21 yens vers 07H00 GMT contre 140,45 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro perdait également du terrain par rapport à la devise nippone, à 149,85 yens contre 150,39 yens la veille. La monnaie européenne baissait par ailleurs face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0684 dollar (-0,21%).

Sur le marché du pétrole, vers 07H00 GMT le baril de WTI américain cédait 0,22% à 72,51 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,39% à 76,77 dollars.

Les Bourses chinoises en ordre dispersé à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert mardi en ordre dispersé après quatre jours de pertes, le regard tourné vers les États-Unis où les élus du Congrès doivent débattre d'un accord sur la dette.

À Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 23,08 points (+0,12%) dans les premiers échanges à 18.574,19 points. L'indice composite de la Bourse de Shanghai perdait 0,21%, à 6,78 points, pour atteindre 3214,67 points et celui de Shenzhen reculait également de 0,21% soit 4,28 points, pour atteindre 1997,87 points.

ANALYSE MI-SÉANCE AOF FRANCE/EUROPE

La prudence laisse peu à peu la place à un plus grand optimisme

Les marchés actions européens évoluent en ordre dispersé. Si Paris et Londres sont dans le rouge, Francfort est en hausse. Après des heures de négociations sur le relèvement du plafond de la dette américaine, un accord de principe a été trouvé le week-end dernier. Au Congrès d'approuver ou non cet accord. La prudence de ce matin laisse peu à peu la place à un plus grand optimisme. Wall Street, qui était fermé hier, est attendu en hausse. A Paris, Rexel a annoncé l'acquisition de Wasco. Vers 12 heures, le CAC 40 cède 0,25% à 7 286 points tandis que l'EuroStoxx50 gagne 0,38% à 4 337 points. En Europe, Nestlé annonce le futur départ de François-Xavier Roger et son remplacement par Anna Manz au poste de Directeur financier. Cette dernière occupait ce poste au London Stock Exchange et son départ avait été annoncé en fin de semaine dernière. L'action Nestlé perd 1,82% à 110,02 francs suisses tandis que le London Stock Exchange cède 0,09% à 8476 pence. Après huit années passées chez

POINTS-MARCHÉ

Les Bourses européennes neutres, Londres et Wall Street fermées

Les Bourses européennes ne dégagent pas de tendance claire lundi, dans une séance inanimée et atone avec la fermeture des Bourses de Londres et Wall Street pour un jour férié.

Après une ouverture en hausse grâce à l'aboutissement dimanche à un accord pour relever le plafond de la dette des États-Unis, la dynamique n'a pas tenu et les indices européens ont calé. Vers 13h45 (11h45 GMT), Paris cédait 0,10%, Francfort 0,11% et Milan 0,46%. La Bourse de Madrid reculait de 0,20%, peu perturbée par la lourde défaite du parti socialiste du Premier ministre espagnol Pedro Sánchez, dimanche, lors des élections municipales et régionales en Espagne. Pedro Sánchez a annoncé la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives anticipées.

L'absence lundi des investisseurs britanniques et américains réduit les volumes des échanges sur les marchés, ce qui peut amplifier les variations. En Asie, Tokyo a gagné 1,03%, ravie par l'accord sur la dette américaine. Hong Kong a perdu 1,04% dans les derniers échanges et Shanghai a grappillé 0,28%.

Le président américain Joe Biden et le dirigeant républicain Kevin McCarthy sont parvenus à un accord, durant le week-end, afin de relever pendant deux ans le plafond d'endettement public des États-Unis et ainsi d'éviter un défaut de paiement cataclysmique. «L'accord permet d'éviter la pire crise possible: un défaut de paiement pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une récession économique, des comptes éparpillés et des mil-

lions d'emplois perdus», a soutenu le président démocrate. La réaction des investisseurs était limitée lundi car, selon l'analyste de SPI Asset Management Stephen Innes, les marchés avaient peu misé sur un blocage total des négociations entre Démocrates et Républicains. Les marchés avaient même nettement progressé en fin de séance vendredi, notamment à Wall Street où les indices avaient pris entre 1% et 2% tandis que les investisseurs tablaient sur un accord très proche. Mais la prudence perdure, car l'accord doit encore recevoir l'aval d'un Congrès divisé et fait déjà l'objet d'une fronde d'élus progressistes et conservateurs, certains parlant d'une «capitulation». Signe d'un certain apaisement toutefois, les taux d'intérêt souverains sur les marchés obligataires baissaient vers 11h40 GMT. Celui de la dette allemande à 10 ans valait 2,44% contre 2,54% à la clôture de vendredi.

Erdogan réélu en Turquie

Le chef d'Etat turc indéboulonnable Recep Tayyip Erdogan revendique la victoire à l'élection présidentielle en Turquie, à l'issue de laquelle il a remporté plus de 52% des suffrages, selon des résultats portant sur plus de 99,85% des bulletins du second tour. L'indice BIST 30 de la Bourse d'Istanbul progressait de 3,83% vers 11h40 GMT. La livre turque a été pénalisée par la politique du président Erdogan de maintien de taux d'intérêt très bas, malgré une inflation

très élevée. Vers 11h40 GMT, elle perdait encore du terrain (-0,58%) face au dollar, à 20,09 livres turques pour un dollar.

SBB sur le marché

La société foncière suédoise SBB en difficulté a annoncé lundi un examen de ses «options stratégiques», qui pourraient compter des cessions d'actifs, voire une mise en vente du groupe face aux difficultés du marché immobilier suédois. Son titre grimpeait de 3,21% à Stockholm. Retour aux vestiaires pour Borussia Dortmund L'action du club de football allemand Borussia Dortmund a dégringolé de 27,5% à Francfort, après que le club a laissé s'échapper samedi le titre de champion allemand de première division (Bundesliga) qui lui tendait les bras, au profit du Bayern Munich.

Du côté des matières premières et des devises

Les prix du pétrole reculaient vers 11h40 GMT. Le baril de Brent de Mer du Nord cédait 0,23% à 76,77 dollars, et le baril de WTI américain perdait 0,15%, à 72,55 dollars.

L'euro était stable (-0,04%) par rapport au billet vert à 1,0718 dollar pour un euro. Le bitcoin gagnait 1,17% à 27.890 dollars.

PARIS

Recul modeste avant le retour de Wall Street

La bourse de Paris cède près de 0,3% ce matin, autour des 7280 points, avant l'ouverture de Wall Street qui rouvrira cet après-midi après un week-end prolongé.

Tout comme hier, les investisseurs devraient conserver une position d'attente d'autant que la journée s'annonce pauvre en statistiques. Ce matin, les marchés ont néanmoins pris connaissance de l'inflation en Espagne. Celle-ci a ralenti plus que prévu en mai, poursuivant son mouvement de décélération amorcé depuis près d'un an, montrent des données publiées mardi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Les prix à la consommation ont ainsi augmenté de 3,2% sur un an ce mois-ci, contre +4,1% au mois d'avril, selon la première estimation dévoilée ce matin par l'institut. D'autres données sur les prix seront dévoilées dans le reste de l'Europe d'ici à la fin de la semaine.

Partout sur le Vieux Continent, les analystes attendent un reflux des tensions inflationnistes au mois de mai, en bonne part grâce à la récente baisse des prix de l'énergie.

A noter qu'outre-Atlantique, après d'intenses négociations, les dirigeants démocrates et républicains semblent avoir trouvé un accord de

principe autour du relèvement du plafond de la dette US, écartant le risque de voir la première puissance économique mondiale tomber en défaut de paiement.

Cet accord pourrait être soumis aux voix des deux chambres du Congrès dès ce mercredi, c'est-à-dire à la veille de la date butoir du 1er juin à laquelle le Trésor se trouverait à cours d'argent.

Dans l'actualité des sociétés françaises, Valneva annonce le dépôt auprès de Santé Canada d'une demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) pour son candidat vaccin à injection unique contre le chikungunya, VLA1553, pour les personnes âgées de 18 ans et plus. Teleperformance annonce que son président-directeur général (PDG), Daniel Julien, procédera à la cession d'actions du groupe de centres de contact, en plusieurs transactions pour un montant de l'ordre de 25.000 actions.

Rexel annonce l'acquisition de Wasco, l'un des principaux distributeurs de produits et services de chauffage et climatisation aux Pays-Bas, acquisition qui doublera la taille du groupe français aux Pays-Bas et fera de ces derniers le quatrième pays de Rexel.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Mai 2023
Valeur : 01 Juin 2023

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136,8753	136,8903
1	EUR EURO	146,1965	146,2673
1	GBP POUND STERLING	169,0236	169,0839
100	JPY JAPANESE YEN	97,4895	97,5211
1	CNY CHINESE YUAN	19,2932	19,2964
1	CHF SWISS FRANC	150,8102	150,8932
1	CAD CANADIAN DOLLAR	100,6584	100,6991
1	DKK DANISH KRONE	19,6310	19,6349
1	SEK SWEDISH KRONA	12,5936	12,5979
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,2765	12,2811
1	AED UAE DIRHAM	37,2612	37,2754
1	SAR SAUDI RIYAL	36,4952	36,5012
1	KWD KUWAITI DINAR	444,6891	444,1717
1	TND TUNISIAN DINAR	43,7641	44,2040
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,4318	13,4333
1	LYD LIBYAN DINAR	28,3022	28,4477
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,9917	3,9921
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182,2698	182,2698

PRIX DE L'INVENTEUR EUROPÉEN 2023

Deux équipes françaises primées

Créé par l'Office européen des brevets, le Prix de l'inventeur européen a sélectionné douze finalistes pour mettre à l'honneur ceux qui transforment leurs idées en progrès technologique, en croissance économique ou en améliorations du quotidien.

Le monde a besoin de se réinventer et de nombreux hommes et femmes y contribuent par leur curiosité d'esprit et leur soif de nouvelles idées. Le Prix de l'inventeur européen a donc été créé en 2006 pour leur rendre hommage et les mettre sous les feux des projecteurs. Son promoteur, l'Office européen des brevets (OEB), vient dévoiler les douze finalistes 2023, sélectionnées parmi 600 candidatures, qui auront l'opportunité de remporter une des quatre récompenses promises dans les catégories Industrie, Recherche, Pays non-membres de l'OEB et PME. Parmi eux, des Français, le biochimiste Antoine Hubert et cinq chercheurs du Centre national de la recherche scientifique. *Ynsect* et ses 380 brevets Dans la catégorie PME, Antoine Hubert, à l'origine de *Ynsect*, a donc été sélectionné pour ses travaux sur la création de sous-produits durables à partir d'insectes.

Les vers de farine élevés dans de hautes fermes modulaires empilées les unes sur les autres permettent de produire des ingrédients très nutritifs pour les animaux, les plantes mais aussi désormais les humains. L'entreprise a été la première à recevoir l'autorisation de l'Union européenne pour la mise sur le marché d'insectes en tant qu'aliments et a déposé à ce jour plus de 380 brevets.

Une solution durable de stockage de l'hydrogène

Cinq chercheurs du Centre national de la recherche scientifique, eux, restent en lice pour le prix Recherche. Avec leur expertise combinée en physique et en ingénierie, Albin Chaise, Daniel Fruchart, Michel Jehan, Nataliya Skryabina et Patricia de Rango ont développé une solution durable de stockage de l'hydrogène. Un mélange d'hydrure de magnésium et de graphite permet en effet de compresser l'hydrogène

sous forme de disque, qui peut alors être facilement transporté et stocké pendant plus de 20 ans, sans se dégrader.

Un Prix européen résolument tourné vers la durabilité Toutes les inventions sélectionnées répondent à l'objectif d'assurer la durabilité sur terre, en mer et dans l'espace et de progresser en matière d'efficacité énergétique et de déchets alimentaires, ainsi que dans les domaines de la médecine et de la mobilité. En plus des quatre récompenses, un prix « Œuvre d'une vie » distinguera la carrière d'un inventeur ou d'une inventrice et un « Young Inventors Prize » sera attribué à une personne de moins de 30 ans dont l'initiative répond à l'un des objectifs de développement durable définis par les Nations unies. Les résultats seront connus au cours d'une cérémonie retransmise en direct depuis Valence, en Espagne, le 4 juillet 2023.

ANTHROPIC

Le concurrent de ChatGPT, lève 450 millions de dollars

L'argent continue d'affluer dans les start-up d'IA génératives, portées par la vague ChatGPT. Surtout parmi celles choisies comme poulain par les géants de la tech, comme Anthropic. La jeune pousse, fondée en 2021 par d'anciens chercheurs d'OpenAI, a annoncé mardi avoir levé 450 millions de dollars.

Pour ce cycle de financement de série C, dirigé par Spark Capital, de grands noms ont sorti leur chéquier : Google, Salesforce (via Salesforce Ventures) et Zoom (via Zoom Ventures), aux côtés de Sound Ventures, Menlo Ventures et d'autres. Ce montant est le plus important levé dans le domaine cette année depuis l'annonce de l'investissement de Microsoft dans OpenAI en janvier dernier, selon les données de PitchBook.

LA NOUVELLE BATTERIE PORTABLE BLUETTI AC180

Une station électrique portable et idéale pour recharger tous vos appareils

Il y a quelques semaines, le fabricant BLUETTI a dévoilé sa nouvelle source d'énergie portable : la batterie BLUETTI AC180. Doté de toutes dernières innovations de l'industrie, ce système de stockage d'énergie pourra alimenter tous vos appareils où que vous soyez

Vivez de grandes aventures en plein air et compensez vos pannes d'électricité à la maison, grâce à la nouvelle batterie portable BLUETTI AC180. Rechargeable à l'aide de quatre types d'alimentation, cet accessoire pratique peut aussi accumuler de l'énergie verte à l'aide d'un panneau solaire 500W. Au cœur de cet appareil, vous découvrirez des cellules de batterie LiFePO₄ sécurisées

et dotées d'une bonne durée de vie. En camping, à domicile, sur la route, en pleine nature... Quelle que soit votre destination, cette source d'énergie nomade vous permettra d'alimenter et de recharger de multiples appareils. Du simple smartphone jusqu'au réfrigérateur de voiture, l'AC180 est compatible avec de nombreux équipements. Économique et écologique, ce mode d'alimentation séduira les grands voyageurs, les vacanciers, ou les professionnels qui ne peuvent pas risquer de perdre leur travail à cause d'une coupure de courant. Portable, silencieuse, innovante D'une capacité de 1152 Wh, la batterie portable BLUETTI AC180 contient des cellules

LiFePO₄, dont la durée de vie est estimée à plus de 3500 cycles. Grâce au dispositif de recharge turbo 1440W, vous pourrez obtenir jusqu'à 80% d'autonomie en 45 minutes de branchement. Une heure de charge vous permettra ainsi de profiter d'un stockage d'énergie suffisant pour une journée d'alimentation. Pour recharger votre batterie portable BLUETTI AC180, vous serez libre d'utiliser une prise CA, un panneau solaire, le système de charge de votre véhicule, ou encore une batterie de type plomb-acide. Vous pourrez également combiner deux modes de charge en cumulant branchement CA et dispositif de captation d'énergie verte. En phase de charge, l'AC180 émettra

un faible niveau sonore de 45 dB. Munie d'une puissance de sortie de 1800W, pouvant atteindre jusqu'à 2700W grâce à un innovant mode d'élévation, la batterie portable BLUETTI AC180 est équipée de ports CA, USB-C, USB-A, d'un bloc de charge sans fil et de sorties 12V DC qui conviendront pour l'alimentation de divers appareils. Pour contrôler votre nouvel accessoire, téléchargez l'application BLUETTI sur votre smartphone. Cette interface Bluetooth vous permettra de garder un œil sur votre consommation, de faire des mises à jour ou encore de surveiller votre dispositif de stockage d'énergie à distance.

PUBLICITE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA D'OULED DERRADJ
COMMUNE DE MAADID
N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 098428025034428

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIR

Conformément au article 82 2eme paragraphe ou décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public suivant L'Anance Appel D'offres Avec Exigence De Capacites Minimales N° 02/2023 au journal El Syahi en arabe le : 08/05/2023 et au journal Les Enjeux Eco en français le : 08/05/2023 , En Conformément au pv de la comission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres (Session d'évaluation) reevaluation le 17/05/2023
Le Président de L'APC de Maâdid à attribué provisoirement le projet suivant :

N°	Nom du projet	Entreprise	Montant proposé	Montant corrigé	Délai de réalisation	Numéro d'identification fiscale	OBS
- Construire des routes pour les écoles							
01	01- Etude, suivi et réalisation de la route vers l'école Al-Kharaza à une distance de 500 m- part de alisation	Kaïche Miloud société de la construction, les travaux publics et la grande marine.	12 542 085.00 DA	12 542 085.00 DA	05 mois	196128280000639	qualifie d'offre unique
02	02- Etude, suivi et réalisation de la route de l'École des Martyrs de Bouazda Lakhdar à Al-Taqiyya à une distance de 500 m - part de réalisation		6 298 238.00 DA	6 298 238.00 DA	03 mois		

Le soumissionnaire contestant le choix par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution provisoire .

Le Président de L'APC

MOTS CROISÉS

Grille 1

1										
2										
3			■							■
4						■				
5	■			■					■	
6					■					
7			■						■	
8		■								
9					■			■		
10										

Horizontalement

1 Avis de passage.2 Un parti dénoncé par un autre qui voudrait lui faire un mauvais parti.3 A force de pécher, a coulé.- Joua au 'Poinçonneur des Lilas'.4 Ne se laisse pas marcher dessus sans se défendre.- A l'aise dans ses baskets.5 Permet d'enrouler de la ficelle.6 Elle est toujours prête à offrir sa tournée.- Parole de croyant.7 S'entend dans la souffrance.- Célèbre pour ses mutins de... 1797.8 Scalp d'indien.- Elle sert à tirer le bon numéro.9 Parfois soulevé par une vague humaine.- Intra muros.10 Encore marqués par un grand massacre de portugaises.

Verticalement

1 Quel plaisir quand elle accepte de monter !2 Laisse dans l'ignorance.- Il va être bien difficile de les attraper.3 Connus sur le bout du doigt.- Pas très plaisant quand il est gras.- Un point, c'est tout.4 Tirs foireux.- Réduit nettement la longueur de l'adolescence.5 Un blanc entouré de cases noires.6 Renversé avant la Nation.- Noir, vert ou blanc.7 Désagréable si elle est dure.- Dupont pour Dupont.8 Jouent un concert sans fausses notes.9 Pied de porc.- Doit avoir le rouge au front.10 Ils doivent être ouverts 7 jours sur 7 pour faire bien leur boulot.

Grille muette

1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											

Horizontalement

1 La machine à remonter le temps.2 Il est normal de les trouver trop lentes.3 Elle fait souvent bonne chair.- Raconte sa vie.- Fond de teint.4 Généralement contrôlée par un noyau dur.- Mettra le couvert pour éviter de prendre l'eau.5 Sans doute estime-t-il qu'il y a abus d'autorité ?6 Vit de ses passes.- En rut.- Peut exprimer du mépris.7 Exprima du désespoir.- Elle forme une chaîne de Genève à Sion.- Souris aux entrechats.8 Moins qu'une meuf...- Note de respect.- C'est fini depuis 1969 ou c'est fini et dérangé.9 Se fait en bombant le torse au pays du sourire.- Symbole de disparition si on le double.10 Ouvrez-le, vous y verrez un dieu.- C'est bien un fils à maman, celui-là.11 Boucans à faire fumer.

Verticalement

1 Donne un droit de suite à l'hôtelier.2 Maladie infantile du communiste.- Il se hâte lentement.3 Très prisé à l'X.- Ce charognard est un vrai fauve.4 Aïeul chevelu !- Est allemand.5 Il mesure si toutes nos huiles font bien le poids.6 Au sommet de l'Olympe.- C'est du niobium.- Il n'a pas peur des microbes, au contraire.7 Ce peut être quelqu'un qui enseigne ou qui apprend.- Moins que presque rien sans son i.8 Côté s'il y a plus d'espace.- Nom à particules.9 Trouvé à Gstaad.- Il portait un disque sur sa tête.- Et ça c'est la France.- Jumelles en verre.10 Réputée pour ses saisons de verres.- Maintenant c'est la Crète.11 Ne s'apprécie vraiment qu'avec des fourchettes.

Grille 2

1	■		■		■		■		■		■		■
2								■					
3	■				■								
4								■					
5	■			■									
6							■						
7	■	■								■		■	
8			■				■						
9	■					■					■		
10			■					■					
11	■									■		■	
12							■						
13	■			■									
14									■				
15	■				■								
16										■			
17	■												
18								■					

Horizontalement

2 Sans aucun mal.- Type à l'arche.3 Touché!- Pas calme.4 Faire un nouveau trou.- Souvent un échec.5 Fonctionne.- Avec cruauté.6 Refait.- Me déplacerais.7 Adam ou Eve? 8 Assez dit.- Joué seul.- Existences .9 Vieux présage.- En bas.10 Toujours à toi.- Poissons rouges.- De trois et quatre. 11 Ne manifestent pas.12 Grand vide.- Vin blanc.13 Ancienne note.- Problème articulaire.14 Mouillera.- Pour trois. 15 Boisson de nappe.- Au look jouet.

16 Broyé.- Pour toi.17 Montures de pierres.18 Frustrées.- Laminé.

Verticalement

2 Détourne.- Pas trop froide.3 Enleva le revêtement.- Histoires d'étoiles. 4 Qui reçoit.- Pour après.- Travaillé. 5 Relieras.- Des mois.6 Toujours précis.- Commencé.7 Bramer.- Qui voeu boire.- Pi rond.8 Région rurale.- Surélevé.9 Lézarder.- Capable.10 Affaiblit.- Petite terre.- Cuit à feu vif.- Amusé. 11 Doublé chaudement.- Montrer. 12 Groupes de lettres.- Pas trop futé.- Renferme du sérum.

BMW

Une première version électrique pour la Série 5

Suivant le chemin tracé par les Série 4 et Série 7, la BMW Série 5 aura pour la première fois de son histoire une jumelle quasi identique mue par les électrons. La berline intermédiaire allemande s'ajoute ainsi à une liste de modèles électriques qui ne cesse de s'allonger chez les constructeurs de luxe.



Cette huitième génération d'une pré-curseuse qui a fait ses premiers tours de roue en 1972 marque donc un changement fondamental de posture sur le plan technique. Visuellement,

l'archétype de son segment reste cependant réservé, assurant une cassure avec une bonne partie de la gamme de BMW qui cède le pas à des calandres verticales aussi imposantes que controversées. La berline grossit dans la tran-

sition de 86 mm en longueur, de 33 mm en largeur et de 35 mm en hauteur, sans doute pour mieux assurer une concurrence aux VUS. Sa longueur totale de 5060 mm lui fait essentiellement tutoyer la BMW Série 7 de génération

précédente à empattement de série. Respectant la dénomination alphanumérique de ses modèles sans moteur thermique, la variante électrique de la Série 5 s'appellera i5. À son arrivée au Canada, en octobre, une seule livrée sera proposée, appelée M60 xDrive. Disposant de deux moteurs, un à chaque essieu, produisant un total de 590 ch, elle assure un 0-100 km/h en 3,8 s. Elle pourra parcourir jusqu'à 412 km sur la pleine charge de sa batterie de 84,3 kWh. Cela dit, son architecture électrique de 400 V bride toutefois la puissance maximale de recharge à 205 kW. BMW précise qu'elle ne mettrait néanmoins que 30 minutes pour passer de 10 % à 80 % sur les bornes compatibles. La deuxième version proposée de cette Série 5 lors de son entrée sera nettement moins extravagante sur le plan mécanique. Dotée d'un quatre-cylindres turbocompressé d'une cylindrée de 2 L d'une puissance de 255 ch, la 530i xDrive confirme une stratégie misant sur l'électrique d'abord.

ALFA ROMEO TONALE MULTIJET 130

le SUV familial diesel est-il vraiment économique ?

Contrairement à certaines nouveautés, l'Alfa Romeo Tonale fait encore confiance au diesel. On a donc chiffré ce Multijet 130 ch pour savoir s'il est vraiment économique.

Autrefois prérequis pour qu'une nouveauté automobile connaisse la réussite, le moteur diesel n'est plus du tout gage de succès en 2023. Au point que certains modèles à vocation routière et familiale font carrément l'impasse sur ce carburant. C'est notamment le cas des récentes Citroën C5 X ou Peugeot 408. On s'étonne presque que l'Alfa Romeo Tonale en fasse donc encore usage, lui qui fait déjà confiance à des moteurs essence et hybride rechargeable. Pour le plus grand bonheur des grands rouleurs ou des pros, qui obtiennent encore des coûts au kilomètre intéressants malgré la TVS imposée par les voitures thermiques. Mais l'unique "mazout" de 130 ch au catalogue est-il vraiment économique ? Et que valent ses performances ? Pour le savoir, nous l'avons passé au crible de nos mesures indépendantes.

Un Tonale pas léger

Rappelons tout d'abord que s'il fait désormais partie de la galaxie Stellantis, le Tonale a été conçu voilà plusieurs années, lorsqu'Alfa Romeo faisait encore cause commune avec Fiat et Jeep. C'est donc sur la plate-forme du Renegade que l'italien a été conçu, lui empruntant aussi ses mo-



teurs. S'agissant du diesel, on retrouve donc un 4-cylindres 1.6 turbo de 130 ch et 320 Nm de couple. Il n'en faut pas moins pour animer ce Tonale qui a bien du mal à contenir son poids. Sur notre balance, tous pleins faits, cette version gazole en finition

Ti atteint quand même 1 665 kg. A titre de comparaison, c'est 135 kg de plus qu'un Peugeot 3008 BlueHDi 130 EAT8 GT et plus encore qu'un Citroën C5 Aircross pareillement motorisé (1 522 kg).

Focus sur la Ducati Super Sport 950 S et son nouveau look pour 2024

La Ducati Panigale, trop radicale ? Aucun problème, la SuperSport est là. "SS" pour les intimes, la sportive de route fut un temps le porte-étendard de la marque. Si les Panigale, Monster, et Streetfighter pour ne citer qu'elles, occupent le devant de la scène depuis quelques années, la SS est loin d'avoir dit son dernier mot. La preuve avec cette nouvelle livrée 2024, qui nous rappelle le "caractère audacieux" de la Ducati SuperSport 950 S. Simple, efficace. Ce n'est pas un secret, la dernière génération de Ducati SuperSport 950 emprunte aux codes de la Panigale. À savoir une moto à la silhouette très dynamique et aux volumes compacts, qui se montre à la fois racée et élégante. On retrouve ainsi les proportions de la méchante sportive de Bologne, dans un modèle plus orienté route. Elle reprend la signature lumineuse à l'avant, ainsi que les prises d'air latérales façon Panigale V4 (en plus sage cependant). Visuellement, c'est une pistarde. Mais cela ne l'empêche pas de montrer une certaine élégance, en particulier dans cette nouvelle "Stripe Livery", à la fois chic et sportive. Du blanc glacé pour les carénages - qui s'étendent jusqu'au silencieux d'échappement -, une large bande grise sur les flancs, surmontée d'une fine bande rouge marquée de l'appellation SuperSport. Cette dernière semble prolonger à l'extérieur l'émblématique cadre Ducati Red qui se trouve à l'intérieur. Les deux bandes continuent leur chemin sur le garde-boue avant. On notera également les jantes noires Glossy Black, avec leur petit "tag" rouge sur le contour. Tout ça, c'est pour la Ducati SuperSport 950 S. La SuperSport 950 tout court conserve sa livrée Ducati Red, également disponible sur la S par ailleurs.

Ducati SuperSport 950 S : Testastretta 11° 111 ch

Sous ce nouvel habillage, la Ducati SuperSport 950 S reste la même pour 2024. On retrouve donc, côté moteur, le bicylindre Testastretta 11° de 937 cc, qui développe 111 ch pour 93 Nm de couple. Moteur qui équipe, entre autres, les trails DesertX et Multistrada V2. La partie cycle reprend le cadre treillis avec monobras oscillant à l'arrière, et ses suspensions réglables Öhlins. Pour le reste, l'ergonomie reste elle aussi rigoureusement identique. La gestion de la moto est confiée à un compteur TFT couleur de 4,3 pouces : ABS en courbe Bosch, Traction Control EVO, Wheelie Control EVO, modes de conduite Sport / Touring / Urban et connectivité Ducati Multimedia System. Le shifter Ducati Quick Shift est bien évidemment de la partie. Un package électronique toujours aussi complet donc, commun aux deux versions 950 et 950 S. Des packs d'accessoires sont également proposés, entre Touring (pare-brise fumé, poignées chauffantes, valises latérales), et Sport (protections en fibre de carbone, support de plaque, leviers, clignotants). Pour rappel, la 950 "standard" ne bénéficie pas des jantes Glossy, du capot de selle, et des amortisseurs réglables Öhlins. Enfin, bonne nouvelle pour les jeunes motards déjà séduits : la SuperSport 950 est disponible en version A2.

Le président de la République décerne la médaille "El Athir" de l'ordre du mérite national à son homologue portugais

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a décerné la médaille "El Athir" de l'ordre du mérite national au président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa, a indiqué mardi un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a décerné la médaille +El Athir+ de l'ordre du mérite national au président de la République portugaise, Son Excellence Marcelo Rebelo de Sousa", précise la même source.

Le ministre de l'Intérieur reçoit le ministre d'Etat britannique à l'Immigration La coopération sécuritaire au menu

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a reçu, mardi à Alger, le ministre d'Etat britannique à l'Immigration, Robert Jenrick, avec lequel il a évoqué l'état des relations de coopération entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. La rencontre, intervenant dans le cadre de la visite officielle du ministre britannique en Algérie, a permis d'aborder "l'état des relations de coopération bilatérale, notamment la coopération sécuritaire", précise le communiqué. A cette occasion, M. Merad a mis en exergue "la priorité accordée par notre pays au renforcement de la sécurité", soulignant que "l'approche algérienne repose sur la mobilisation de tous les moyens matériels, humains et technologiques, ainsi que sur la dimension de développement, notamment au niveau des régions frontalières, et la coordination avec les pays du voisinage". Le ministre a rappelé, par la même occasion, "la décision du président de la République d'affecter un montant d'un (1) milliard USD pour le financement de projets de développement en Afrique". Il a appelé, dans ce sens, à "l'élargissement des domaines de coopération commune, notamment les domaines économiques hors hydrocarbures dans le sillage du nouveau système de facilitation de l'investissement et de la dynamique prometteuse enclenchée dans le pays", ajoute-t-on de même source. Pour sa part, le ministre britannique a salué "les efforts exceptionnels de l'Algérie et son expérience dans le domaine du renforcement de la sécurité des frontières et de la lutte contre le crime organisé transfrontalier", exprimant sa volonté de "renforcer et d'appuyer la coordination sécuritaire, notamment à la lumière des défis communs auxquels font face les deux pays".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 30 morts et 1045 blessés en une semaine

Trente (30) personnes ont trouvé la mort et 1045 autres ont été blessées dans 989 accidents de la circulation survenus au cours de la période du 21 au 27 mai à travers plusieurs wilayas du pays, indique, mardi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued avec 6 morts et 13 blessés suite à 11 accidents de la circulation, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de 630 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (78 incendies), Mostaganem (37) et Tipasa (28). Les unités de la Protection civile ont effectué, par ailleurs, 6464 interventions ayant permis, notamment, le sauvetage de 486 personnes en situation de danger.

LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE

La Cnas organise une campagne de sensibilisation à Alger

L'Agence d'Alger de la Caisse nationale des travailleurs assurés sociaux (CNAS) organise, du 30 mai au 8 juin une campagne de sensibilisation sur les risques liés à la consommation de la drogue. La démarche, entreprise sous l'égide du ministère du travail,

de l'Emploi et de la Sécurité sociale, vise à protéger « des citoyens et des assurés sociaux des dangers des drogues et leurs effets néfastes sur leurs vies et celles de leurs entourages ». Des journées d'information sont dédiées aux étudiants et apprenants dans les centres de

formation. « En marge de cette campagne, un VTR relatif à la consommation dangereuse de la drogue est diffusé en boucle dans toutes les structures de la CNAS et ce, dans le but de toucher toute la population qui se présente » indique un communiqué de l'Agence Cnas Alger.

La même source rappelle que la Caisse réoriente son « action sanitaire et sociale vers la prévention afin de consacrer son rôle actif dans l'amélioration de l'état de santé des citoyens et les accompagner dans la lutte contre ce fléau qui prend de l'ampleur dans la société Algérienne ».

MINES ANTIPERSONNEL

L'engagement de l'Algérie et de l'Afrique salué

Les participants à la conférence internationale sur les mines tenue mardi à Alger, ont salué l'engagement des pays africains dans l'éradication des mines antipersonnel, tout en félicitant l'Algérie pour son rôle "pionnier" et "efficace" dans ce domaine.

Lors de cette conférence internationale organisée par le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, sous le slogan "Pour une Afrique sûre et sans mines", la secrétaire générale adjointe de la conférence du désarmement de l'ONU, Mélanie Regimbal, a appelé, dans une intervention enregistrée, les États à se conformer à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel, soulignant que l'ONU fait des efforts importants pour faire respecter ce document et garantir le bien-être et la sécurité des personnes. "L'année dernière, nous avons célébré le 25ème anniversaire de l'adoption de la Convention sur les mines antipersonnel, devenue aujourd'hui un élément essentiel dans notre politique sécuritaire et contribuant de façon efficace à sauver des vies", a déclaré la responsable onusienne. Dans ce contexte, Mme Regimbal a indiqué qu'un cadre juridique international a été établi dans ce sens, et que par conséquent, le risque associé aux mines antipersonnel a fortement diminué.

"Plus de 55 millions de mines antipersonnel ont été détruites dans le monde", s'est félicitée Mme

Regimbal, un chiffre qui "prouve la volonté des États à respecter les conventions visant à rendre le monde plus sûr".

L'intervenante a salué, dans son message, l'initiative de l'Algérie d'organiser cette conférence qui devrait donner lieu à des actions communes contre les mines antipersonnel.

Par ailleurs, elle a estimé que les victimes jouissent désormais d'une meilleure prise en charge en comparaison avec les années précédentes. Toutefois, a-t-elle poursuivi, "les défis en Afrique sont grands et nécessitent une forte mobilisation et (davantage de) solidarité pour les relever".

L'Algérie un exemple à suivre

De son côté, l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, Mme Elizabeth Wolbers, dont le pays assure la présidence de la Convention d'Ottawa, a souligné l'impératif de veiller à ce que les mines antipersonnel ne soient plus jamais utilisées.

"Le traité d'interdiction des mines est la preuve qu'une action multilatérale efficace est possible dans le domaine de la maîtrise des armements", a affirmé l'ambassadrice.

Mme Wolbers a félicité, en outre, le gouvernement algérien d'avoir organisé cet important échange régional et d'avoir partagé son expérience en matière de lutte contre les mines terrestres.

"L'échange des meilleures pratiques et le partage

des connaissances sont essentiels pour avancer ensemble sur la voie d'un monde sans mines terrestres antipersonnel", a conclu l'ambassadrice allemande.

Pour sa part, le directeur de l'unité d'appui au traité d'interdiction des mines antipersonnel, Juan Carlos Ruan a plaidé pour le renforcement de la participation régionale au processus de la convention, et pour une approche commune et collective s'inspirant des bons exemples, notamment celui de l'Algérie qui a achevé son processus de déminage.

"L'Algérie est un exemple important, ayant finalisé la mise en œuvre de ses engagements de déminage en février 2017, détruisant des millions de mines dans des centaines de millions de mètres carrés", a-t-il rappelé.

Pour M. Ruan, la conférence tenue à Alger offre une occasion précieuse de réaffirmer l'engagement en faveur d'un continent africain exempt de mines antipersonnel et de promouvoir une approche régionale concernant cette question. C'est aussi, a-t-il dit, une plate-forme importante pour partager les meilleures pratiques et contribuer à sensibiliser au sujet de l'impact dévastateur de cette arme.

R.N.

SUPERVISÉ PAR LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA

Exécution d'un exercice tactique de nuit en 2ème Région militaire

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a supervisé, lundi soir dans le cadre de sa visite en 2ème Région militaire (RM), un exercice tactique de nuit avec munitions réelles, intitulé « El-Israr-2023 », indique mardi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

« Dans le cadre de sa visite en 2ème Région militaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a supervisé, hier soir du 29 mai 2023, au niveau du 2ème Polygone de tir et de manœuvres de Rdjam

Demmouche, un exercice tactique de nuit avec munitions réelles, intitulé:

+El-Israr-2023+, exécuté par les unités de la 8ème Division blindée, appuyées par des unités des Forces terrestres et des unités de soutien technico-aérien et de Défense aérienne du territoire », précise le communiqué.

Le Général d'Armée a, en premier lieu, suivi des exposés présentés respectivement par le Commandant de la 2ème RM et le Commandant de la 8ème Division blindée, portant sur l'idée générale de l'exercice, scindé en deux phases, la première théorique, avec la participation des Etats-majors des Commandements régionaux et des unités participantes, la deuxième, dynamique, avec engagement des unités exécutantes.

Au niveau du 2ème Polygone de tir et de manœuvres de Rdjam Demmouche, le Général d'Armée a « suivi de près le déroulement de l'exercice, exécuté de nuit, dans des conditions proches du réel, conformément au plan établi », ajoute la même source. Les objectifs de cet exercice consistaient à « améliorer les aptitudes des états-majors dans la préparation et l'organisation des



actions de combat nocturne et la coordination entre les différentes forces, en sus de faire acquérir aux commandants l'expérience nécessaire en matière de conduite des unités, à travers la coordination et la collaboration entre les unités et les unités élémentaires, et aux équipages davantage de maîtrise des systèmes d'armes, et d'évaluer la disponibilité opérationnelle et la capacité de mener à bien, et en toutes circonstances, les missions de combat nocturnes ». L'exécution de cet exercice a mis en évidence « la disponibilité élevée des unités participantes et leur capacité à accomplir avec succès les tâches assignées, ainsi que la maîtrise par les équipages des armes et équipements de haute technologie. Elle a également démontré le développement atteint par nos Forces armées ces dernières années », souligne le communiqué.